

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE

Apropos



AVRIL • MAI • JUIN 2025 | 110



Nouvel ordre ou nouveau désordre mondial ?



LA RÉDACTRICE EN CHEF | MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein

des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.



GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DG V), directeur en charge de l'action et de la politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraite depuis 2011. Présidente du Conseil d'administration du Service de santé mentale DIEDA à Molenbeek. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours « Politiques sociales en Europe » à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique de l'AIACE Allemagne et à celui du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.



ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JEAN-FRANÇOIS DREVET

Né à Presles (Val d'Oise). École normale supérieure, agrégation de géographie. Coopérant en Afrique sub-saharienne (Kivu, Côte d'Ivoire), puis au Moyen-Orient. Chargé des fonds structurels européens à la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale), puis fonctionnaire à la DG REGIO à partir de 1989 (programme de prospective Europe 2000, puis préparation au grand élargissement de 2004). Pensionné depuis 2005, travaille comme expert indépendant sur les problèmes de voisinage. Depuis 2007, tient une chronique européenne dans la revue Futuribles ; a publié plusieurs livres sur des thèmes européens (politique régionale, élargissement de 2004, problème de Chypre).



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Église protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.



RENAUD DENUIT

Né à Bruxelles en 1950, marié, trois fils. Écrivain : une vingtaine de titres publiés relevant de divers genres littéraires. Docteur en philosophie, outre quelques masters (UCL). Journaliste politique pour la RTBF et la presse écrite (1973-1985). Administrateur à la Commission européenne (1985-2012). Conseiller communal d'Etterbeek (1988-1994). Professeur invité à l'UCL (1997-2012), à l'Université Saint-Louis Bruxelles (2012-2018) et à l'ICHEC-Brussels Management School (2010-2016). Vice-président de l'Association des Écrivains belges (2014-2016). Actuellement : éditorialiste de l'Agence Europe, professeur invité à l'Université de Lille et conférencier pour le Collège Belgique de l'Académie Royale.

Éditeur responsable

Raffaella Longoni

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche
Robert Cox
Renaud Denuit

Jean-François Drevet
Jürgen Erdmenger
Daniel Guggenbühl

Design, impression et expédition

OIB - Commission européenne

Designer graphique

Frédérique Guiot

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

Les textes n'engagent que leurs auteurs et non l'AIACE ni la Commission européenne

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

Section Belgique
VM-18 03/58 • B-1049 Bruxelles
Tél : +32(0)2 295 38 42
E-mail : aiace-be@ec.europa.eu
www.aiace-be.eu

IBAN: BE68 2100 3777 0034

BIC: GEBABEBB

N° d'entreprise : 0450733759

SOMMAIRE

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'ordre, le désordre ou la mosaïque de la peur

Raffaella Longoni

4

HET WOORD VAN DE VOORZITSTER

Orde, het ontbreken daarvan, ofwel het mozaïek van de angst

Raffaella Longoni

4

LE BILLET DE LA REDAC' CHEFFE

Debout l'Europe !

Monique Théâtre

4

VIE DE LA SECTION

Le CA au travail

Félix Geradon

6

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members!

Welkom aan onze nieuwe leden!

Le Cercle des marcheurs du jeudi

Club européen  European Club

Les Clubs de la bière et du vin

The Beer and Wine Clubs

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

Claudine Pierre

Alan Hick

Alan Hick

Alan Hick

8

8

9

9

9

9

EUROPE

Europadag 9 mei 2025 | Europa op 75 - Een wake up call!

La Journée de l'Europe - 9 mai 2025 | Pour l'Europe qui a 75 ans,

l'heure du réveil a sonné !

« This is a moment for Europe »

L'Europe a-t-elle réellement besoin de s'armer?

The multiple squeeze - Europe's economy

Nouvel ordre ou nouveau désordre mondial?

Élargir encore l'Union européenne ?

Baltic & Black seas | Challenges in the waiting

AIACE Internationale

Miriam Tessens

Emiliano Fossati

Robert Cox

Daniel Guggenbühl

Jean-François Drevet

Robert Cox

10

10

11

12

14

16

18

20

22

INSTITUTIONS

L'Europe est à vous : le site web de la Commission le plus visité

Des réponses pratiques pour des millions de citoyens et d'entreprises

Mais où est donc passé le site « Commission en Direct » ?

Le Cercle littéraire des Institutions européennes

European Union Literary Circle

József Barna

Monique Théâtre

Mireille Delprat

Gabrielle Clotuche

Perrine Le Maignan

24

24

24

24

26

27

28

28

SOCIÉTÉ

L'Europe sociale face aux paradigmes de sécurité et de compétitivité

Le mandat extrajudiciaire, une précaution

pour garder le contrôle en cas de perte d'autonomie

Perrine Le Maignan

30

APROPOS

Souhaitez-vous continuer à recevoir Apropos en version papier?

Would you like to continue receiving the paper version of Apropos ?

APPEL à Contributions • Uw bijdragen graag ! • Aufruf zu Beiträgen • Call for contributions

Commission en direct

Monique Théâtre

32

32

32

32

CULTURE

Passé composé - un album européen

L'Art Déco à Bruxelles, des pépites pour les yeux

Commission en direct

Monique Théâtre

33

33

34

TRIBUNE LIBRE

What being an official taught me about the Schuman Proposal

De la désinformation

Pour la mémoire des victimes de Béléné . . .

David Price

Paul Servranckx

Evelyn Carlier

36

36

37

38

PORTRAIT

Jonathan Todd

Alan Hick

39

LES ANCIENS PUBLIENT

Encounters on the Way of Saint James

Un ouvrage collectif en soutien à Boualem Sansal . . .

Renaud Denuit

Daniel Guggenbühl

40

40

40

LU POUR VOUS

Angela Merkel en liberté

Les mémoires de Boris Johnson

Renaud Denuit

Daniel Guggenbühl

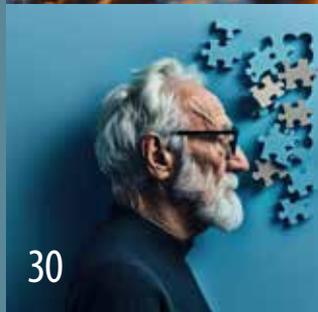
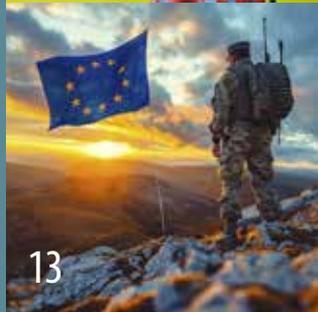
41

41

42

NOUS ONT QUITTÉS

43



L'ordre, le désordre ou *la mosaïque de la peur*



© AIACE

Je parcours le sommaire de ce nouveau numéro et, d'emblée, le titre de la couverture « Nouvel ordre ou nouveau désordre mondial » accroche mon intérêt et déclenche une série de réflexions, alimentées par le très intéressant article de Daniel Guggenbühl.

L faut se rendre à l'évidence : bien que de manière encore limitée, le multilatéralisme de l'Union est fragilisé par l'unilatéralisme de ses propres États membres. On assiste de plus en plus à des contacts unilatéraux entre ces derniers et des puissances mondiales, parfois même en contradiction avec la position officielle de l'UE, lorsqu'elle existe... Cet « ordre dispersé » n'est qu'un désordre qui a l'apparence d'une mosaïque ratée.

La technique de la dissuasion contre toute forme de dialogue semble forcée de s'imposer, le dialogue étant (à ce jour du moins) « *mission impossible* » avec des interlocuteurs comme la Russie ou difficile avec des « partenaires » dangereusement imprévisibles comme les USA. La vague des souverainismes, à l'intérieur de l'UE comme au niveau mondial, ne semble pas susciter dans les esprits - même les plus éclairés - un sursaut de conscience à la mesure du danger qu'elle représente.

Ce désordre mondial me fait penser à une « mosaïque de la peur ». Mais le problème n'est pas la mosaïque en soi car une diversité constructive et respectueuse des singularités reste une valeur ajoutée (ne sommes-nous pas « Unis dans

la diversité » ?). Le problème c'est le liant de cette mosaïque, à savoir la peur. La peur des souverainistes et nationalistes divers de perdre une parcelle de leur pouvoir, la peur des politiciens et des citoyens de devoir reconnaître que la rationalité et la vision à long terme doivent l'emporter sur le populisme et la démagogie, qui prônent des solutions aussi simplistes que délirantes et mobilisatrices, la peur de reconnaître ses erreurs, la peur de l'autre et du changement etc.

Allons-nous un jour glisser dans le ravin de la marche arrière historique, tomber dans le particularisme selon la loi de la cyclicité de l'histoire que nous avons cru dépassée ?

Ce liant de la mosaïque de la peur qui exalte les individualismes est un poison qui entrave la progression de l'unité européenne en rendant l'UE plus faible car notre seule chance de survie est exactement le contraire, à savoir une Europe forte - j'oserais dire une Europe fédérale - qui sache imposer une souveraineté européenne avec une mosaïque dont le liant serait non pas la peur mais le courage d'avancer.

Pour l'UE c'est le seul chemin à parcourir pour être à la hauteur des défis qui l'attendent et des promesses qu'elle a faites à ses citoyens. Elle en serait parfaitement capable.

Raffaella Longoni

LE BILLET DE LA REDAC'CHEFFE

Debout l'Europe !

Le 9 mai, date de commémoration de la Déclaration Schuman, a résonné cette année comme un signal d'alarme.

Apropos publié dans ce contexte le communiqué de presse que l'AIACE Internationale a souhaité diffuser auprès des médias européens. Il est en effet urgent que l'Europe se réveille si elle veut conserver sa légitimité et sa place sur le plan international. La présidente

von der Leyen l'a martelé : l'heure est venue pour l'Europe et elle est prête à passer à l'action, forte d'un plan de réarmement ambitieux et coûteux. Le nouvel ordre mondial orchestré par Donald Trump ne fait qu'amplifier le sentiment de chaos général. Et dans ce

Orde, het ontbreken daaraan, ofwel *het mozaïek van de angst*

Bij het overlopen van de samenvatting van dit nieuwe nummer valt mij meteen de titel van het schutblad op: “Een nieuwe wereldorde of het ontbreken daaraan” die mij, uitgaande van het hoogst interessante artikel van Daniel Guggenbühl, tot allerlei bedenkingen leidt.

Het is inderdaad duidelijk: het multilateralisme van de Unie wordt, zij het nog in beperkte mate, aangetast door het unilateralisme van haar eigen lidstaten. Wij zien steeds meer unilaterale contacten tussen deze laatste en de wereldmachten, soms zelfs haaks staande op de officiële positie van de EU voor zover die al mocht bestaan... deze “verspreide orde” is niet anders dan wanorde gelijkende op een mislukt mozaïek.

De techniek om elke vorm van dialoog te ontmoedigen lijkt zich op te dringen, waarbij een dialoog met partijen als Rusland (momenteel althans) een “mission impossible” is, of moeizaam gaat met griezelig onvoorspelbare “partners” als de VS. De massieve opkomst van soeverein denken binnen de EU maar ook op wereldschaal lijkt zelfs niet in de meest verlichte geesten een flits van bewustzijn van de mate van het gevaar ervan te genereren.

Dit gebrek aan orde op wereldvlak doet me denken aan een “mozaïek van de angst”. Doch het probleem is niet het mozaïek an sich, omdat een constructieve en respectueuse diversiteit van de eigenheden een toegevoegde waarde blijft: zijn wij niet “Verenigd in verscheidenheid”? Het probleem is het bindmiddel van dit mozaïek, en dat

is angst. De angst van de diverse soevereinen en nationalisten om een deel van hun macht te verliezen, de angst van politici en burgers te moeten erkennen dat rationaliteit en langetermijnvisie het moeten winnen van populisme en demagogie die met even simpele als waanzinnige en opruiende oplossingen komen aandragen, en ook de angst om fouten te moeten erkennen, de angst voor de ander, en voor verandering, en wat al niet.

Storten wij ons ooit in de afgrond van de historische achteruitgang, in het particularisme volgens de wet van de zich herhalende geschiedenis die we reeds achter ons dachten te hebben gelaten?

Dit bindmiddel van het mozaïek van de angst dat individualismen hoog in het vaandel voert, is een vergif dat vooruitgang van de Europese eenheid belemmert door haar zwakker te maken terwijl onze enige kans op overleving net het tegendeel is, en wel een sterk Europa – ik durf te gewagen van een federaal Europa – dat in staat is een Europese soevereiniteit op te leggen met een mozaïek dat niet de angst maar de moed om vooruit te gaan als bindmiddel heeft.

Dit is voor de EU de enige weg om de komende uitdagingen aan te kunnen en de beloften die zij haar burgers gedaan heeft in te lossen. Zij is daartoe toch perfect in staat.

Raffaella Longoni

(Traduction : Jaap Geenen)

contexte, faut-il encore élargir l'Union européenne? La guerre en Ukraine a rebattu les cartes mais les indispensables réformes institutionnelles constituent toujours un pré-requis pour de nouvelles adhésions. L'Europe sociale quant à elle navigue entre les défis de la compétiti-

vité, de la sécurité et du climat... avec une ambition forte pour la santé. Dans cet esprit, n'oublions pas les personnes en perte d'autonomie - liée à l'allongement de la vie - qui fort heureusement peuvent bénéficier d'un cadre juridique leur permettant de conserver leur liberté

et leur dignité. Enfin, profitons de cette année dédiée à l'Art déco pour (re)découvrir quelques pépites bruxelloises qui font aussi partie de notre « belgitude ». Bonne lecture et... belles vacances!

Monique Théâtre

Le CA au travail

par Félix Geradon
Secrétaire général de l'AIACE-BE



© AIACE-BE

Assemblée générale annuelle

Comme chaque année, le printemps a été pour le Conseil d'administration synonyme de préparation de l'Assemblée générale et du cocktail que nous offrons ensuite aux participants. Nous y avons consacré une bonne partie de nos réunions. Heureusement, le cocktail d'avril 2024 nous avait donné pleine satisfaction et nous avons décidé de faire appel au même traiteur, avec les mêmes modalités, ce qui a considérablement simplifié les contacts avec les nombreux services de la Commission impliqués dès lors qu'intervient un prestataire externe.

En ce qui concerne l'assemblée elle-même, vous aurez remarqué que nous avons décidé de joindre à la convocation les comptes 2024 et le projet de budget 2025. Vous avez ainsi pu examiner les documents avant l'assemblée et préparer vos éventuelles questions.

Aide informatique

En raison de l'abandon très prochain du SMS comme méthode d'authentifica-

tion pour accéder aux applications de la Commission (RCAM, Sysper, . . .), nous avons demandé au PMO d'être présent avant l'assemblée pour expliquer les méthodes d'authentification disponibles et aider les personnes présentes à en installer l'une ou l'autre sur leurs téléphones, tablettes ou ordinateurs portables. Cette initiative a eu un immense succès et nous devons remercier chaleureusement Laurent Cassuto et Dominique Robert qui, de 13h à 17h, ont inlassablement aidé tous ceux, parmi les participants, qui ne parvenaient pas à comprendre seuls les explications très détaillées mais parfois très techniques figurant dans les différents tutoriels. La DIGIT étant à l'origine de la suppression du SMS et de plusieurs autres changements souvent perturbants pour les aînés que nous sommes, nous avons invité sa directrice générale à notre assemblée. Nous regrettons qu'elle n'ait pas pu participer, ni même se faire représenter.

La suppression du SMS est d'ailleurs un des principaux sujets de préoccupa-

tion au sein de notre CA, tout comme pour l'AIACE Internationale ou pour nos membres. Malgré tous les efforts déployés, il a été impossible d'obtenir un report de la décision. Heureusement, avec les autres sections et l'AIACE Internationale, nous avons pu suffisamment sensibiliser le PMO à la détresse de beaucoup d'entre vous. C'est ce qui explique en partie la présence de ces deux collègues pour vous aider en marge de notre assemblée. Si vous n'avez pu participer mais que vous aussi vous êtes perdu-e devant les différentes méthodes d'authentification proposées, inscrivez-vous aux formations que propose le PMO.

Autre solution disponible, les Matinées de l'informatique, portées par Raffaella et surtout par les animateurs Rudy Druine, Vincenzo Giuliana, Pierre Blanchard, Jean-Luc Loriaux et Franco Rinaudo. Elles ont permis d'aider beaucoup de nos membres car nous avons donné la priorité au cas relativement simple et rapide que constitue l'installation d'une nouvelle méthode d'authentification, ce qui a permis d'aider davantage de monde mais a quelque peu retardé le programme pour ceux qui n'arrivaient pas du tout à se connecter aux applications de la Commission et qui ont donc besoin d'une assistance plus poussée.

Problèmes bancaires / accès aux soins de santé

Même si la section Belgique est moins concernée, nous nous sommes égale-



© Adobe Stock

ment penchés sur deux autres dossiers qui donnent beaucoup de fil à retordre à certaines sections, mais surtout à certains retraités : tout d'abord, en raison du changement de banque opéré par la Commission, en janvier, certains retraités n'ont pas reçu leur pension ou leurs remboursements de frais médicaux ou ont vu les montants amputés de frais bancaires parfois élevés. La DG BUDG et le PMO ont travaillé d'arrache-pied pour trouver des solutions et tout semble maintenant être rentré dans l'ordre. En revanche, l'accès aux soins de santé continue à poser problème dans plusieurs pays. Entre la complexe et longue négociation d'accords bilatéraux et un projet de proposition de règlement qui voudrait tout régler mais ajouterait du chaos au chaos, les solutions proposées restent bancales. Heureusement, en Belgique, le RCAM est relativement connu et il est rare que nous ayons des problèmes d'accès aux soins. Bien mieux, on nous annonce une nouvelle fois que le RCAM fera bientôt partie du système MyCareNet, grâce auquel votre médecin ou autre prestataire de soins enverra électroniquement l'attestation de soins au PMO qui vous remboursera sans même que vous deviez faire de demande de remboursement. Quand est-ce que ce sera le cas ? Bientôt, nous

dit-on, mais sans donner de date précise, pour éviter de devoir la reporter à nouveau.

Activités conviviales

Le CA ne s'est pas borné à ces questions informatiques et bureaucratiques. Il a aussi veillé à vous concocter un programme d'activités conviviales. Raffaella a mis sur pied un programme de trois croisières pour 2026 : vous pourrez, en avril, découvrir les merveilles de la Méditerranée, de Malte à la Grèce Antique, et en mai naviguer de Berlin à Copenhague sur la Havel, l'Oder et la mer Baltique. Enfin, en septembre, ce seront les escales incontournables du Rhône entre Lyon, la Camargue et la Provence avec un dîner Paul Bocuse à l'Abbaye de Colonges. Alan et Monique vous ont emmenés quant à eux pour une plus brève escapade, visiter la maison de Robert Schuman et la ligne Maginot. Monique nous emmènera également au théâtre. Ce sera en automne, mais réserver tout un théâtre pour l'Aiace doit se faire longtemps à l'avance. Et avec Eliane, elle continue à faire profiter nos nombreux mélomanes des centaines de places de concert à la Chapelle Musicale Reine Elisabeth que nous obtenons grâce à notre parrainage, que le CA a décidé de reconduire. Monique et Eliane y ont ajouté un concert exclusivement réservé à nos membres, auquel vous avez pu assister en avril et elles pré-

parent le repas précédé d'un concert que nous vous proposerons cet été.

Help desk - Secrétariat

L'augmentation du nombre de nos membres (fin 2024, nous étions 5577) et nos activités toujours plus nombreuses et variées occasionnent beaucoup de travail à Gilbert, à notre secrétaire Julie et à nos bénévoles administratifs. Nous avons dû nous rendre à l'évidence : sans renforcer l'équipe, il n'est plus possible de tout faire, de continuer à vous assister lorsque vous avez besoin d'aide et de vous inscrire à de nombreuses activités. C'est pourquoi nous avons décidé d'engager une personne supplémentaire. Le processus est en cours et nous espérons que dans quelques mois nous pourrions vous présenter notre nouveau collaborateur ou notre nouvelle collaboratrice. ■

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2023 - 2026

Présidente Raffaella Longoni
Vice-Présidentes Nadine Wraith
 Christel Schilliger-Musset

Secrétaire Général Félix Geradon

Trésorière Christel Schilliger-Musset

Trésorier adjoint/ Gestion liste des membres Gilbert Lybaert

Délégué à la protection des données Joannes Thuy

Membres Pierre Blanchard
 Hélène Chelmiss
 Dominique Dedeken
 Nicole Hankart
 Alan Hick
 Brigitte Pretzenbacher
 Monique Théâtre
 Eliane Van Tilborg

Associé Christian Waeterloos

Bienvenue à nos **nouveaux membres** ! Welcome to our **new members**! Welkom aan onze **nieuwe leden**!



© Adobe Stock

BIASINI Claudine
COZIGOU Gwenole
DE KIMPE Frank
DEGAICHA Bruno
EIKOSIPENTARIS Georgios
ELAUT Karine
FAES Eddie
FREDHOLM Thomas
GLOWACZ Maria

GONCALVES ARAUJO FERREIRA CAPA
Olga Maria
HERNANDEZ ARAGONES Esmeralda
HICK Angela
HOELGAARD Lars
IACONO Ignazio
IANUZZIELLO Concetta
JACOBS Alexandre
LAINE Michel
LENNERT Christoph
LIBBACH Heike Rosemarie
MAIRATE Andrea
MAJROVA Annamaria Katarina
McLAUGHLIN Gillian
NIEDDU Emma

PEREZTOVAR Maria Yolanda
POURBAIX Anne
RODTS Eddy
RONCO ZAPATERO Juan
SIENAERT Lucas
TAYLOR Duncan
TELLER Anne
TROSTL Elisabeth
TSEPOURAS Argirh
UDWIN Emma
VAESKEN Marie
VERHAEGHE An
WITTEBROET Katleen

Le Cercle des marcheurs du jeudi Claudine Pierre



© AIACE

C'est par un jeudi exceptionnellement très ensoleillé que le Cercle s'est retrouvé récemment pour fêter les 25 ans de sa fondation.

L'après-midi a débuté par une randonnée de 5 km sur la Promenade Verte le long de la Woluwe - où nous avons si souvent marché - et s'est poursuivie par un goûter sur la terrasse d'un sympathique établissement. Cette agréable parenthèse fut source d'un beau moment d'échanges non

seulement pour les marcheurs réguliers mais aussi pour celles et ceux qui sont en pause. À cette occasion, le Cercle - toujours actif et apprécié - n'a pas manqué d'avoir une pensée pour ceux qui - tous bénévoles - ont œuvré, sous quelque forme que ce soit, à sa création en l'an 2000, et à sa continuité au fil des années.

Les beaux sentiers pédestres ne demandent qu'à être foulés par les marcheurs que nous sommes. Il n'est pas inutile de rappeler qu'un programme trimestriel est proposé pour des sorties les 1^{ers} et 3^{èmes} jeudis du mois. Par le choix de leurs destinations, les guides volontaires ont à l'esprit de nous faire apprécier la richesse de nos forêts et campagnes. Plus personne n'ignore les bienfaits de la marche. Elle est un souffle d'oxygène et de liberté, elle fait du bien à notre corps et à notre cerveau. Alors n'attendez plus, rejoignez-nous, venez bouger, vous aérer dans la bonne humeur et la convivialité toujours au rendez-vous. ■

Contact : AIACE-BE@ec.europa.eu

Club européen European Club

Le Club européen de l'AIACE Belgique

L'idée est toute simple : une discussion-dinatoire ensemble de temps en temps dans un lieu convivial, chaque fois avec un(e) invité(e) du Club afin d'échanger des idées d'actualité autour de l'Europe et nos expériences, dans un cadre informel et décontracté. Le 8 avril dernier, le Club a eu l'honneur d'accueillir Pierre Mirel, directeur général honoraire à la Commission, qui a animé un débat autour du thème : « L'UE élargie de 27 à 36? Pour un Agenda 2030 ». Si vous voulez rejoindre le Club, il suffit de manifester votre intérêt en envoyant un simple email (avec votre nom et n° d'adhésion AIACE -BE) à :

monique.theatre@gmail.com

Merci et au plaisir de vous rencontrer très bientôt au sein de ce Club européen !

The European Club of AIACE Belgium

The idea is very simple: a dinner-discussion together from time to time in a friendly place, each time with a guest invitee of the Club in order to exchange some ideas on current European



© AIACE.BE

affairs and our experiences in an informal and relaxed setting. On 8 April, the Club was honoured to welcome Pierre Mirel, Honorary Director General at the Commission, who led a debate on the theme: 'The enlarged EU from 27 to 36? Towards an Agenda 2030'. If you are interested in joining the Club, could you kindly send an email (with your name and AIACE-BE membership n°) expressing your interest to:

monique.theatre@gmail.com

Thanks and looking forward to seeing you soon at this European Club!

Alan Hick

Les Clubs de la bière et du vin

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : AIACE-BE@ec.europa.eu en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. Santé !

The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at AIACE-BE@ec.europa.eu giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. Cheers!

Alan Hick



© AIACE.BE



© AIACE.BE

Vous avez changé d'adresse ou d'adresse e-mail ?
Pensez à en informer le secrétariat de la section !

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les mardis et vendredis de 9h30 à 12h30.

Le secrétariat est également joignable par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h30.

Il est possible d'obtenir un rendez-vous sur place après en avoir précisé le sujet par téléphone ou par e-mail.

**Rue Van Maerlant, 18 - 03/58
B-1049 Bruxelles
Tél. 02 295 38 42
aiace-be@ec.europa.eu**

Europadag 9 mei 2025

Europa op 75 – Een wake up call !

Persbericht van AIACE-Internationaal



©EU 2025 Photographie: Xavier Lejeune

▲ Grote Markt - Europadag 2025

De Europese integratie werd 75 jaar geleden ingezet met de Schuman Verklaring, die ontstond uit de ruïnes van een door oorlog verwoest Europa. In de nasleep van de verwoesting zochten Europese staten naar nieuwe wegen om samen te werken. De Schuman Verklaring zette het begin van die verandering in. Ze stelde een nieuw paradigma voor Europa voor, gebaseerd op de groeiende samenwerking tussen Europese Staten op steeds meer beleidsterreinen. Sindsdien is het pad onmiskenbaar dat van een verdergaande Europese integratie.

In deze 75 jaar is er veel bereikt. Wat begon als de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal van 6 landen is geëvolueerd tot een interne markt van 27 landen, met vrij verkeer van goederen, personen, diensten en kapitaal en een Economische en een Monetaire Unie met de euro als munteenheid van 20 Lidstaten. Europese bedrijven hebben toegang tot een open EU-markt van ongeveer 450 miljoen consumenten.

Diezelfde 450 miljoen burgers delen een steeds meer geïntegreerde politieke ruimte. Het wettelijk kader voor de fundamentele waarden van de EU - respect voor de menselijke waardigheid, vrijheid, democratie, gelijkheid, de rechtsstaat en de mensenrechten, waaronder de rechten van minderheden, is tot stand gebracht in een record tijd, die algemeen als een voorbeeld wordt gezien.

Toch is dit niet langer genoeg. Naast de interne markt is er nu de wereldmarkt. De Unie moet strategische autonomie verwerven om haar dynamische economie te ondersteunen en ervoor te zorgen dat de economische groei sociaal gericht is en alle EU-burgers ten goede komt. Het recente Draghi-rapport benadrukt dat de productiviteit verhoogd moet worden om concurrerend te blijven op de wereldmarkten. Tot de aanbevolen maatregelen behoren: voltooiing van de Kapitaal Markten Unie en grote jaarlijkse investeringen van 750-800 miljard euro. Deze investeringen zouden de productiviteit stimuleren, de groene en digitale transitie ondersteunen en het sociale model van Europa in stand helpen houden. De regelgeving op het gebied van kunstmatige intelligentie en digitale economie moet marktvriendelijker gemaakt worden om het concurrentievermogen van de EU op de wereldmarkten te behouden.

De EU kan niet nog eens 75 jaar - of zelfs 50 of 25 jaar - wachten om

verder te integreren. De steeds complexere geopolitieke uitdagingen, zowel binnen Europa als daarbuiten, vereisen snelle actie en vastberadenheid. Wat het buitenlands beleid betreft, moet de EU trouw blijven aan haar missie en respect voor fundamentele waarden combineren met toekomstgericht beleid om zich toe te leggen op de huidige veelvuldige conflicten. Het gaat erom overeenstemming te bereiken over een humaan migratiebeleid dat de ontwikkeling van de landen van herkomst ondersteunt en dat rationeel is, aangezien de Europese economieën arbeidskrachten nodig hebben.

De interne markt van de defensie-industrie moet meer ontwikkeld worden, samen met een gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid dat de veiligheid van alle Lidstaten garandeert. Tot slot moet de EU krachtig reageren op de oneerlijke handelspraktijken van de Verenigde Staten en hun achterhaalde imperialistische ambities.

Bovenal moet Europa bijdragen aan de inspanningen om een einde te maken aan de oorlog van Rusland tegen Oekraïne onder rechtvaardige en duurzame voorwaarden. Dit zou de hoogste prioriteit van de EU moeten zijn, aangezien de vrede, welvaart en solvabiliteit van het hele Europese continent op het spel staan.

Het is nu tijd om de lidstaten te versterken door de reikwijdte van de Europese Unie te vergroten en haar beleid en instellingen te verdiepen en te verbreden. Alleen binnen een versterkte Unie zal Europa in staat zijn om te reageren op de grote uitdagingen van andere mondiale actoren. ■

La Journée de l'Europe - 9 mai 2025

Pour l'Europe qui a 75 ans, l'heure du réveil a sonné !

Communiqué de presse de l'AIACE Internationale

C'est la Déclaration Schuman qui a lancé l'intégration européenne il y a 75 ans, sur les ruines d'une Europe ravagée par la guerre. Les pays européens cherchaient alors les moyens de travailler ensemble. Un changement radical s'imposait et la Déclaration Schuman symbolisait ce changement. Elle ouvrait la porte à une nouvelle vision du monde pour l'Europe, fondée sur un renforcement de la coopération entre ses États dans des secteurs en expansion. Depuis lors, la tendance a manifestement été à toujours plus d'Europe !

Au cours de ces 75 années, beaucoup de choses ont été réalisées.

Ce qui avait commencé par une Communauté du charbon et de l'acier à 6 est devenu un marché intérieur à 27, assurant la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux, ainsi qu'une Union économique et monétaire, avec l'euro comme monnaie unique dans 20 États membres. Les entreprises européennes ont accès à un marché libre d'environ 450 millions de consommateurs, tandis que ces mêmes 450 millions de citoyens partagent un espace politique de mieux en mieux intégré. Parallèlement, le cadre juridique des valeurs fondamentales de l'UE -respect de la dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit, respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes

appartenant à des minorités- a été mis en place et le maintenir s'avère coûteux.

Désormais, cela ne suffit plus. Au marché intérieur est venu se superposer le marché mondial. L'UE doit assurer son autonomie stratégique afin de soutenir le dynamisme de son économie dans une Europe des citoyens axée sur l'intégration sociale. Le récent Rapport Draghi souligne la nécessité de renforcer la productivité, afin d'être compétitif sur les marchés mondiaux. Parmi les mesures qui s'imposent, mentionnons l'achèvement de l'Union des marchés des capitaux et l'engagement d'énormes investissements annuels, de 750 à 800 milliards d'euros, pour donner un coup de fouet à la productivité, pour encourager les transitions verte et numérique et pour conserver le modèle social européen. La régulation de l'intelligence artificielle doit se faire dans une optique favorable pour le marché, afin de maintenir la compétitivité de l'UE.

Mais l'UE ne peut pas attendre à nouveau 75 ans, ni même 50 ou 25, pour progresser dans son intégration. Les défis géopolitiques de plus en plus complexes, aussi bien en Europe qu'à l'extérieur de celle-ci, appellent une action. L'Europe doit rester fidèle à sa mission : tout en conservant ses valeurs fondamentales, elle doit oser des politiques audacieuses et visionnaires pour faire face aux nombreuses



▲ Cérémonie du 9 mai 2025 au Berlaymont
Hadja Lahbib, commissaire européen

crises actuelles. En matière de politique extérieure, l'UE est aussi confrontée à de grands défis, qui nécessitent une action rapide : elle doit se mettre d'accord sur une politique d'immigration humaine et rationnelle, lutter contre le changement climatique, forger une politique de défense et de sécurité européenne et réagir face au protectionnisme commercial injuste et aux ambitions impérialistes dépassées des États-Unis.

Il convient avant tout que l'UE déploie des efforts en vue de mettre fin à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ; l'UE est elle-même le fruit d'un plan de paix pour le États européens, lesquels, réunis sous une bannière pacifique, ont trouvé la voie vers la prospérité pour tous.

Le moment est venu de renforcer les États membres en consolidant le cadre de l'Union européenne, par un approfondissement et un élargissement de ses politiques. La barre ne pourrait pas être placée plus haut ! ■

« This is a moment for Europe »

par Miriam Tessens

Journaliste Commission en Direct

(Traduction de l'anglais)



©EU 2025 Photographie : Dati Berto

Lors des différentes réunions qui se sont tenues ces dernières semaines, et plus récemment il y a deux jours à Londres, la réponse des capitales européennes a été aussi claire que retentissante. Nous sommes à l'ère du réarmement. Et l'Europe est prête à augmenter massivement ses dépenses de défense. À la fois pour répondre à l'urgence à court terme d'agir et de soutenir l'Ukraine, mais aussi pour répondre à la nécessité à long terme d'assumer beaucoup plus de responsabilités pour notre propre sécurité européenne.

Compte tenu de la situation géopolitique actuelle, la présidente von der Leyen a présenté le 4 mars 2025 un plan de défense en cinq points qui pourrait mobiliser près de 800 milliards d'euros pour la sécurité européenne. Pour en savoir plus, lisez sa déclaration sur le « plan ReArm Europe » ci-dessous.

Déclaration de la présidente von der Leyen sur le paquet défense

Nous vivons une époque extrêmement dangereuse. Je n'ai pas besoin de décrire la gravité des menaces auxquelles nous sommes confrontés. Ni les conséquences dévastatrices que nous devons

subir si ces menaces se concrétisent. Car la question n'est plus de savoir si la sécurité de l'Europe est menacée de manière très réelle. Ou si l'Europe doit assumer une plus grande part de responsabilité dans sa propre sécurité. En vérité, nous connaissons depuis longtemps les réponses à ces questions. La vraie question est de

savoir si l'Europe est prête à agir de manière aussi décisive que l'exige la situation. Et si l'Europe est prête et capable d'agir avec la rapidité et l'ambition nécessaires.

« Je n'ai pas besoin de décrire la gravité des menaces auxquelles nous sommes confrontés ».

C'est pourquoi j'ai écrit aujourd'hui une lettre aux dirigeants avant le Conseil européen de jeudi. C'est la raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui. Dans cette lettre aux dirigeants, j'ai présenté le plan ReArm Europe. Cet ensemble de propositions porte sur la manière d'utiliser tous les leviers financiers à notre disposition afin d'aider les États membres à augmenter rapidement et de manière significative leurs dépenses en matière de capacités de défense. De toute urgence, maintenant, mais aussi à plus long terme, au cours de cette décennie. Ce projet comporte cinq volets.

Le premier volet de ce plan ReArm Europe consiste à libérer l'utilisation des fonds publics dans le domaine de la défense au niveau national. Les États membres sont prêts à investir davantage dans leur propre sécurité s'ils disposent d'une marge de manœuvre budgétaire. Et nous devons leur permettre de le faire. C'est pourquoi nous proposerons prochainement d'activer la clause de sauvegarde nationale du pacte de stabilité et de croissance. Elle permettra aux États membres d'augmenter sensiblement leurs dépenses de défense sans déclencher la procédure de déficit excessif. A titre d'exemple : si les États membres



© Adobe Stock

augmentaient leurs dépenses de défense de 1,5 % du PIB en moyenne, cela pourrait créer une marge de manœuvre budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur une période de quatre ans.

La deuxième proposition sera un nouvel instrument. Il fournira 150 milliards d'euros de prêts aux États membres pour les investissements en matière de défense. Il s'agit essentiellement de mieux dépenser - et de dépenser ensemble. Nous parlons de domaines de capacités paneuropéens. Par exemple : la défense aérienne et antimissile, les systèmes d'artillerie, les missiles et les munitions, les drones et les systèmes anti-drones ; mais aussi pour répondre à d'autres besoins, du cyberspace à la mobilité militaire par exemple. Cela aidera les États membres à mettre en commun la demande et à acheter ensemble.

Bien entendu, avec cet équipement, les États membres peuvent renforcer massivement leur soutien à l'Ukraine. Donc, un équipement militaire immédiat pour l'Ukraine. Cette approche de l'acquisition conjointe permettra également de réduire les coûts, de réduire la fragmentation, d'accroître l'interopérabilité et de renforcer notre base industrielle de défense. Et elle peut profiter à l'Ukraine, comme je viens de le décrire. L'heure

est donc venue pour l'Europe, et nous devons nous montrer à la hauteur.

Le troisième point concerne l'utilisation de la puissance du budget de l'UE. Nous pouvons faire beaucoup dans ce domaine à court terme pour diriger davantage de fonds vers les investissements liés à la défense. C'est pourquoi je peux annoncer que nous proposerons des possibilités et des incitations supplémentaires aux États membres pour qu'ils décident, s'ils veulent utiliser les programmes de la politique de cohésion, d'augmenter les dépenses de défense.

Les deux derniers domaines d'action visent à mobiliser les capitaux privés en accélérant l'Union de l'épargne et de l'investissement et par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement.

En conclusion, l'Europe est prête à assumer ses responsabilités. ReArm Europe pourrait mobiliser près de 800 milliards d'euros pour une Europe sûre et résiliente. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec nos partenaires de l'OTAN. L'heure est venue pour l'Europe. Et nous sommes prêts à passer à l'action. ■

« ReArm Europe : près de 800 milliards d'euros pour une Europe sûre et résiliente ».

L'Europe a-t-elle réellement besoin de s'armer ?



© Adobe Stock

par **Emiliano Fossati**

Ancien directeur Asie à la DG Relations extérieures.
Pensionné depuis 2000.

milliards, tandis que le PIB de la Russie n'est que de 2.021 milliards (moins de la moitié de celui de l'Allemagne) (données 2023). Même d'un point de vue militaire, les États-Unis arrivent en tête avec une dépense annuelle de 878 milliards de dollars, suivis par la Chine et l'ensemble des pays de l'Union (respectivement 292 et 240 milliards de dollars). La Russie, avec 86 milliards de dollars, est bien inférieure, même si elle est à égalité avec les États-Unis en termes de nombre de têtes nucléaires (environ 5 000 chacun).

Suite aux propositions d'Ursula von der Leyen, le Conseil européen et le Parlement européen ont approuvé le projet de réarmement de l'Europe face à l'agression russe de l'Ukraine et par crainte que les États-Unis réduisent leur soutien dans le cadre de l'OTAN.

L'ennemi, comme le précise la résolution adoptée par le Parlement européen le 12 mars 2025, est la Russie qui pourrait, après l'Ukraine, revendiquer également des territoires des États membres, avec le soutien éventuel de ses alliés, la Biélorussie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran. Est-ce réellement cette situation ? La Troisième Guerre mondiale est-elle vraiment aussi proche que le suggèrent les recommandations de la Commission aux familles de préparer un kit de survie ? Le texte suivant vise à faciliter la compréhension de la réalité géopolitique et des défis auxquels l'Europe est confrontée.

Les puissances mondiales

Les grandes puissances sont aujourd'hui les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Inde. En termes de produit national (PIB), les États-Unis arrivent de loin en tête avec 27.721 milliards de dollars, suivis par la Chine avec 17.000 milliards. La zone Euro se situe juste en dessous avec environ 16.000

La Troisième Guerre mondiale est-elle vraiment aussi proche que le suggèrent les recommandations de la Commission aux familles de préparer un kit de survie ?

La défense dans l'Union européenne

La défense européenne reste totalement de la compétence des États membres. Au niveau communautaire, il n'y a pour l'instant que des tentatives de collaboration. Le fait qu'un membre de la Commission a été chargé de la défense ne changera pas la donne. Le traité de Lisbonne prévoit la possibilité, jamais utilisée jusqu'à présent, d'une coopération structurelle permanente entre groupes d'États. En outre, il existe, bien que limités, divers forums et outils d'action collective financés par le budget de l'Union. Parmi eux : un Fonds européen de défense 2021-27 pour financer des projets de recherche et développement, auquel se sont ajoutés plus récemment d'autres instruments afin d'augmenter la production de munitions et de permettre des achats conjoints de matériel de guerre. Pour coordonner les choix stratégiques, il y a un Comité (CMUE) qui rassemble les chefs

d'état-major des États membres, mais la volonté semble faire défaut. Par exemple, il y a aujourd'hui 17 types différents de chars en Europe (contre un seul aux États-Unis) et 13 types d'avions de combat.

En 2022, les dépenses pour la défense des pays de l'Union Européenne s'élevaient à 240 milliards d'euros. Les importations d'armes provenaient principalement des États-Unis (64 %). Quant à l'industrie européenne de l'armement, le chiffre d'affaires global était de 135 milliards d'euros en 2023, dont une partie pour l'exportation.

Le premier essai de défense commune

La création d'une défense commune a été abordée dès le début du processus d'intégration. Le traité créant la Communauté Européenne de Défense (CED) a été signé en 1952, peu après celui de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). Ce traité n'est jamais entré en vigueur en raison de son rejet par l'Assemblée nationale française en août 1954. Depuis lors, la défense est restée exclusivement un problème relevant de chaque État membre.

Renforcer la cohésion de l'UE face aux menaces de Donald Trump.

Le programme ReArm (rebaptisé Rea-diness 2030)

L'objectif du programme de 800 milliards € est de renforcer la capacité militaire de l'Union grâce à un ensemble de ressources obtenues essentiellement à crédit. Celles-ci seraient obtenues de cinq façons différentes : - par l'autorisation de dépasser les limites du pacte de stabilité ; - par des crédits subventionnés pour l'achat d'armes coordonnés entre plusieurs États membres ; - par les ressources du Fonds de Cohésion pour la réduction des inégalités ; - par des investissements du secteur privé dans les entreprises d'armement ; - en autorisant la Banque Européenne d'Investissement à financer l'industrie de défense.



© Adobe Stock

Quel ennemi ?

L'ennemi contre lequel se préparer est le même que celui identifié après la fin de la guerre mondiale à savoir la Russie, comme l'indique explicitement la résolution du Parlement européen. La Russie n'est plus l'Union Soviétique communiste de la guerre froide, mais reste un État autocratique qui revendique son passé impérial, bien que sans visées expansionnistes. Elle perçoit l'extension de l'OTAN jusqu'à ses frontières comme une menace. La volonté occidentale d'y inclure l'Ukraine a déclenché la guerre en cours. Cette guerre aurait pu être évitée si l'accord de Minsk de 2015 avait été appliqué. Toutefois, comme l'a avoué Mme Merkel elle-même, il n'était considéré par l'Occident que comme un moyen de donner à l'Ukraine le temps de se renforcer.

En conclusion ...

Dans la situation géopolitique actuelle, la Russie n'a ni la motivation ni la possibilité d'envahir les pays de l'Union européenne. Il s'ensuit qu'il n'y a aucune raison de renforcer davantage la défense européenne avec des investissements majeurs (ce qui se traduirait également par une augmentation des importations depuis les États-Unis). Il serait plutôt utile et approprié de renforcer, ou plutôt de créer, une véritable coordination militaire entre les États membres et une standardisation des armements. Mais les vraies priorités de l'Union sont ailleurs, notamment renforcer sa cohésion face aux menaces de Donald Trump. ■

The multiple squeeze - Europe's economy

Security needs prosperity to thrive - Antonio Costa, European Council chairman

by Robert Cox
Member of the Editorial Committee

Europe has been thrust into a maelstrom of concerted pressures from different directions. Economic slack, coupled with low productivity and under-investment; a Green Deal under pressure as calls multiply for de-regulation; and a security and defence wake-up call. Many pressures were already home-grown. Now Mr Trump has exacerbated the squeeze. A challenged of self-confidence, of making choices to defend Europe's identity, values and credibility at home and abroad.

weighing up the pros and cons of risk-taking. Germany's curbing of its infamous debt-brake will help - in time. Germany has lost almost a quarter of a million manufacturing jobs since Covid-19 amid fears that Europe's industrial heartland is suffering irreversible decline. On top of it all hover question marks about debt levels, inflation, recession, and further upheavals, including trade war.

There is evidence that European decarbonisation is progressing.



© Adobe Stock

In December the European Central Bank (ECB) predict Eurozone growth in 2025 at a lean 1.1%. With little prospect for the better in the following 2-3 years. Naturally this takes no account of further aggravating factors such as war, pandemic, natural disasters, and now American trade disruption and hostility. Nor does it calculate any hypothetical boost from European re-armament. Yet some signs are that Europe has become a hunting ground for foreign interests seeking bargains. EU policy makers are actively seeking ways to stimulate mobilisation of Europe's own big savings surplus. Investors will have a lot of head-scratching to do,

Green Deal woes and red tape

European business lobbies are howling about two other often related issues - the perceived harm they suffer from Europe's *Green Deal* and from excessive regulation, a recurrent business bitch, again in fashion. Small and medium enterprises (SMEs) are particularly vocal. Commission and member states say soothingly that they will do something to make business lives easier. But the case for damning regulation and decarbonisation policies as obstacles to growth is far from proven. High European energy costs are largely provoked by external factors. Labour shortages are only partially the fault of bureaucracy - even immigration deterrents. In fact, there is evidence that European decarbonisation is progressing. Serious efforts are being made to target the sort of regulatory obstacles identified by Messrs Dragi and Letta in their proposals to stimulate the European single market and competitiveness. Those gentlemen, however, rightly point out that different regulatory practices of EU member states are the real culprit in our incomplete European Single Market. As for less fighting climate change - ask the good folk in Valencia. Or the potential victims of a European hot, dry summer. And then there are those who



© Adobe Stock

want to relax banking rules in defiance of lessons learned since the financial crash of 2008. Another reckless initiative now pursued in the US.

Guns... or butter?

In this issue p. 12 are outlines of the Commission's White Paper on Defence *ReArm* Europe. Here we look summarily at work in hand to find the money needed - a 5-year target of €800 billion, greater member state fiscal flexibility or "space," thus relaxation of the Maastricht criteria for budgetary discipline, the *Stability & Growth Pact*, expanded EIB lending mandate, raiding underspent post-Covid Recovery and structural funds, an EU borrowing facility etc. And - don't tell Washington - this money must go to Europe's own armament industries.

But the biggest test is still to come - arbitration between defence and other demands such as social priorities and overseas development aid. Meanwhile, citizens still fret about the perceived higher cost of living, including expensive energy and excessive housing costs. We have seen how EU governments are struggling to find money to meet urgent and often conflicting needs. Public opinion in Poland, for instance, may be sensitive to the Russian threat. Further south it all seems further away.

Ahead

These are some of the many troubled waters through which the Union must sail in the mon-

ths ahead. The factors and developments we have sketched will pile on challenges. Negotiations to define the Union's next *Multiannual Financial Framework* (MFF) - always a tense business - get underway in the harsh circumstances described above. Review of the post-Brexit trade pact with the UK will loom amid uncertainty over Britain's balancing act between Europe and America. The June annual NATO summit in Amsterdam will be held under the cloud of uncertainty and *méfiance* about American partnership and commitment. The morale-sapping Ukraine war. Enlargement (see J.F. Drevet's piece p. 20). Domestic politics, as ever.

The biggest test is still to come - arbitration between defence and other demands such as social priorities and overseas development aid.

An old adage has it that Europe advances when under stress. This will be test-case of that, if ever there was one. In autumn *Apropos 111* will attempt to draw a scorecard on all these and more.

The overall message is that, after cyclical damage caused by the pandemic and Russian aggression, Europe's economic sloth is structural - as Letta and Draghi so forcefully said. Recession in the Eurozone seems unlikely. But we may end up flirting with a return to austerity. ■

Nouvel ordre ou nouveau désordre mondial ?

par Daniel Guggenbühl

Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock

Un nouvel ordre américain

Qui aurait pensé, dans le contexte du chaotique ordre mondial actuel, que les États-Unis, en la personne de leur 47ème président, prendraient l'initiative, à moins d'un mois après son investiture, d'ajouter à ce désordre un facteur supplémentaire d'incertitude ? C'est pourtant ce qui s'est passé au moment où nous écrivons ces lignes. Voire : il y a fort à parier que le président

américain n'en restera pas là. Les décisions déjà prises ou annoncées en matière commerciale, c'est-à-dire le relèvement brutal des droits de douane frappant les importations de marchandises en provenance du

Mexique et du Canada, constituent un nouvel unilatéralisme que l'on justifie, côté américain, par une balance commerciale déséquilibrée en défaveur des États-Unis. Le même sort attend apparemment les importations en provenance de l'Union européenne : celle-ci, selon le président américain, avec son excédent, « traite mal » son partenaire, qui oublie au demeurant de dire que la situation est inverse en ce qui concerne les services. À l'unilatéralisme s'ajoutent des annonces relevant d'une attitude impérialiste : projet de

mainmise sur le canal de Panama, le Groenland, la bande de Gaza ou le Canada, autant de mesures qui, si elles sont appliquées, constitueraient des violations du droit international, c'est-à-dire précisément ce que les mêmes États-Unis reprochent, à juste titre, à la Russie de faire avec l'agression et l'annexion partielle de l'Ukraine, pays souverain avec des frontières internationalement reconnues.

Une levée de boucliers anti-américaine

Tout ce qui précède ne manque pas de donner des arguments aux pays qui, eux, veulent remettre en question un ordre mondial dominé par les États-Unis, en tête desquels figurent les BRICS, dont il a déjà été question dans Apropos. Ce groupe s'est étendu aux Émirats arabes unis, à l'Égypte, à l'Iran et à l'Éthiopie lors du Sommet en Russie en octobre 2024. Certains y voient un avatar du mouvement des Non-Alignés de l'époque de la guerre froide, mais l'Inde, qui importe beaucoup d'hydrocarbures de Russie, peut être considérée comme plus proche de celle-ci que d'autres, tels que le Brésil ou l'Égypte, qui entretiennent des relations avec les pays occidentaux. Deux puissances importantes du groupe, la Russie et la Chine, ont conclu un « partenariat illimité » qui semble les éloigner davantage des États-Unis que les autres, ce qui n'a pas empêché la Chine, traditionnellement prudente en matière de politique étrangère, de mesurer son soutien à la Russie dans son agression de l'Ukraine lors des votes aux Nations unies sur cette guerre. Il a été noté avec surprise que le Secrétaire général des Nations unies a assisté au Sommet précité et n'a pas manqué de serrer la main du président russe, poursuivi par la justice internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

*Remettre en question
un ordre mondial dominé
par les États-Unis.*



© Adobe Stock

Une nouvelle planète a fait son apparition dans la galaxie des pays hostiles à l'hégémonie des États-Unis. Il s'agit des pays qu'on appelle les CRINKs : Chine, Russie, Iran, Corée du Nord. Les trois derniers sont impliqués dans la guerre en Ukraine et doivent donc être considérés également comme hostiles à l'Union européenne, qui leur applique des sanctions consécutives à la guerre. Tout en ne livrant pas, semble-t-il, d'armes à la Russie, la Chine est à présent, pour celle-ci, le principal marché d'exportation d'hydrocarbures. De son côté, elle importe de Russie des produits de haute ou moyenne technologie tels que des semi-conducteurs ou des machines-outils. En tout cas ce commerce lui permet de contourner les sanctions européennes. Quant à l'Iran, on sait qu'il fournit à la Russie des drones et des missiles de moyenne portée, tandis que la Corée du Nord a envoyé sur le front ukrainien quelque 10.000 soldats, à qui on a expliqué qu'ils y allaient pour des entraînements. Opacité des régimes autoritaires.

Les quatre pays en question sont tous gérés par des régimes de ce type et la Russie s'est trouvé de nouveaux alliés qui lui permettent, avantage non négligeable, de contourner elle aussi les sanctions. Mais elle a aussi des soutiens à l'intérieur

de l'Union européenne dans des pays tels que la Hongrie ou la Slovaquie et elle bénéficie de la sympathie de plusieurs partis politiques d'extrême droite dans des pays comme la France, les Pays Bas, l'Allemagne ou l'Autriche. La Hongrie a réservé une place importante aux investissements directs chinois. Quant à l'économie russe, elle est mise à mal par les sanctions occidentales et les ressources considérables consacrées à l'effort militaire, mais la situation serait pire pour elle sans les appuis qu'elle reçoit de l'extérieur.

Et l'Union européenne ?

L'Union européenne a des atouts pour répondre à des mesures commerciales hostiles et elle en fera usage, mais il lui manque une véritable politique de défense intégrée : son soft power, en l'occurrence, ne lui est pas d'un grand secours pour contrer des régimes dictatoriaux. Elle peine à s'opposer efficacement à la guerre hybride que lui livre la Russie par la désinformation, les sabotages et les divisions qu'elle essaie d'instiller dans l'Union européenne. À y regarder de près, toutefois, la Russie n'est qu'un colosse aux pieds d'argile, qui détient cependant l'arme nucléaire. ■

Une nouvelle planète dans la galaxie des pays hostiles à l'hégémonie des États-Unis, les CRINKs : Chine, Russie, Iran, Corée du Nord.

Élargir encore l'Union européenne ?



© Adobe Stock

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction

Même l'évident besoin d'une véritable politique commune dans l'accueil des migrants n'a pas progressé. En politique étrangère, les États membres ne sont pas prêts à mettre en œuvre une décision prise à la majorité qualifiée à laquelle ils seraient opposés. Ces réticences à 27 n'ont aucune chance de se réduire quand d'autres États membres parviendront à l'adhésion.

En dépassant les 30 États membres, l'UE est-elle destinée à demeurer un « nain politique » ? Au contraire, faut-il faire un préalable de la réforme institutionnelle demandée par les Fédéralistes, notamment l'abolition de la règle de l'unanimité ?

L'approfondissement encore ajourné ?

Les tentatives en vue d'accroître l'efficacité du système institutionnel ont abouti à des résultats insuffisants. Certes, l'achèvement du marché unique a étendu le champ du vote à la majorité qualifiée. Mais le maintien de l'unanimité dans les domaines-clés de la fiscalité et de la politique étrangère aboutit à une paralysie persistante. Dans le contexte d'une aggravation des tensions aux limites de l'Europe, il en résulte une impuissance répétée à faire face aux événements, une très faible capacité d'anticipation et des réactions tardives et insuffisantes face aux crises.

Face au « saut qualitatif » qu'implique l'attribution de nouvelles compétences à l'UE, il faudrait davantage de motivation des États membres.

L'élargissement quand même ?

Dans le passé, les élargissements ont parfois été imposés à l'UE par les circonstances. Mais aussi longtemps qu'elle a progressé au rythme de trois pays par décennie, cette expansion n'a pas entraîné de perturbation majeure, en dépit de l'inadaptation croissante du cadre institutionnel. Il en va différemment aujourd'hui : d'une part, les régressions de la Hongrie accentuent les clivages internes. D'autre part, la constitution d'une nouvelle file d'attente de pays candidats qui n'ont pas la maîtrise de leurs frontières et sont assez loin de disposer d'un système politique stable, rend leur capacité à s'intégrer bien plus aléatoire que leurs devanciers.

Trois groupes sont actuellement en attente. La Turquie, qui avait quelques chances d'adhérer au début des années 2000 s'est définitivement disqualifiée en laissant les islamistes détruire sa démocratie et en menant une politique étrangère belliqueuse. Face à la diplomatie de la canonnière d'Erdoğan, la fin des négociations d'adhésion aurait dû être actée depuis longtemps.

Si la vocation à rejoindre l'UE des pays des Balkans occidentaux n'a jamais été remise en cause, elle doit surmonter de nombreux obstacles tech-

Jusqu'à l'invasion de l'Ukraine a prévalu le sentiment implicite que non seulement l'UE avait le temps, mais que les problèmes seraient plus faciles à résoudre plus tard.

niques, au risque de décourager les candidats et de les tourner vers d'autres influences. Bien qu'un changement ait été apporté dans la « *méthode de l'adhésion* », plusieurs pays restent dans une position précaire faute de progrès suffisants ou sont à la merci du veto d'un État membre, comme la Macédoine du nord en a deux fois fait l'expérience.

Le dossier des pays du partenariat oriental, qui est maintenant au premier plan de l'actualité, est encore plus ardu. Si on met de côté¹ les cas de la Biélorussie et de l'Azerbaïdjan (qui sont des dictatures et n'ont pas souhaité se porter candidats) et celui de l'Arménie (parce qu'elle a adhéré à l'union eurasiatique), les trois pays qui souhaitent l'adhésion (l'Ukraine, la Moldavie, éventuellement la Géorgie) doivent surmonter les contraintes d'une occupation partielle et de longue durée de leur territoire.

Avancer ou périr ?

Un coup de projecteur sur les vingt dernières années montre assez bien que le non approfondissement de l'UE porte une part de responsabilité dans la dégradation de la situation dans ses périphéries : une politique plus ferme à Chypre ou une volonté plus énergique de travailler à la solution des conflits soi-disant gelés en Europe orientale et dans les Balkans aurait probablement réduit l'agressivité de la Turquie et de la Russie.

Mais jusqu'à l'invasion de l'Ukraine a prévalu le sentiment implicite que non seulement l'UE avait le temps, mais que les problèmes seraient plus faciles à résoudre plus tard. Or il n'en est rien. Dans l'UE, après la Pologne, l'attitude de la Hongrie montre l'importance des facteurs de blocage. À l'extérieur, en partie du fait de son « *insouciance stratégique* », les périphéries européennes sont devenues plus périlleuses.

¹ Provisoirement, car on peut présumer qu'une Biélorussie et une Arménie devenues démocratiques souhaiteraient aussi adhérer à l'UE.



Une fois encore, l'UE va-t-elle se limiter à des mesures tardives et insuffisantes ? Au moment du Brexit, on s'est réjoui un peu trop vite de l'unité des 27, car les questions de politique étrangère et de souveraineté divisent infiniment plus les Européens que la gestion du marché unique. Or l'émergence d'une « Europe géopolitique » n'est pas pour le moment accompagnée de celle d'un « hard power » à la hauteur des périls. Si on a pu dire que l'Europe n'avancait que dans les crises, le risque d'un recul est également présent. Il déboucherait alors sur un affaiblissement durable de l'UE qui préluderait à sa dislocation.

Mais les nouvelles adhésions doivent être précédées par des réformes institutionnelles : fin de l'unanimité pour la politique étrangère et la fiscalité, mais aussi pour les mesures à prendre contre les démocraties « *illibérales* ». Ainsi l'UE pourrait-elle accueillir à terme une dizaine de nouveaux membres des Balkans occidentaux et d'Europe orientale. Reste à savoir comment ce programme pourrait se concrétiser. ■

L'UE pourrait accueillir à terme une dizaine de nouveaux membres des Balkans occidentaux et d'Europe orientale.

Baltic & Black seas

Challenges in the waiting

by Robert Cox
Member of the Editorial Committee

"Russia, a giant with his nostrils pinched by the narrow exits from the Baltic and the Black Sea".

Winston Churchill - Potsdam, July 1945

enclosed, vital bodies of water can feed the Kremlin's penchant for paranoia. The Baltic is now a virtual NATO lake. The Black Sea partly so.

Historical legacy

A glance at history will help us. In the 18th century Russia struck out westwards and then east and southwards. Peter the Great pushed Swedish rule out of the Gulf of Finland and Courland to the shores of the Baltic. He and then Catherine steadily pushed the Ottomans away from the northern Black Sea shores. They launched Russia's first two fleets. But not until the 20th century did these fleets enjoy unrestrained and consistent freedom to move beyond the Baltic and Black seas. To this day Russia's surface warships are its weakest military asset. Unlike its Arctic and Pacific nuclear submarine forces.

The Crimean War of the 1850s saw France and Britain supporting Ottomans' efforts to keep Russia away from Constantinople. Then, at the outbreak of the Great War, Britain and France secretly promised their Russian ally ownership of Constantinople on the successful outcome of the conflict. It was to satisfy a craving of luckless Tsar Nicholas II, and predecessors. The military collapse of both the Russian and the Ottoman empires annulled the reckless promise.

In August 1920, as diplomatic clodhoppers, in the Parisian porcelain factory of Sèvres, victorious Allies carved up the Ottoman Empire. The new Soviet Union was excluded from the Versailles peace deal. Since then, western powers have striven to keep Russia's warships out of the Mediterranean - and thereby out of the Bosphorus and the Darda-



© Adobe Stock

Bottled in

There is every likelihood that two major European maritime enclaves - the Baltic and Black Seas - will become spaces of increased friction with Russia in time to come. Probable Russian cutting of Baltic sea-bed communication cables has heightened tension. Russia has two long coastlines, the Arctic and the Pacific. Only now is climate change freeing the Arctic to more year-round navigation. But port infrastructures are poor - apart from the military. The Pacific is eleven time-zones away from St Petersburg and Moscow. Russia's most economically useful sea accesses remain the Baltic and the Black seas. Here, historically, Russia has faced strangleholds from real and potentially difficult Danes and Turks. It takes little imagination to grasp how readily these almost

The Baltic is now a virtual NATO lake. The Black Sea partly so.

nelles. Until 1936, that was, when the Montreux Convention Regarding the Regime of the Straits prescribed rules for access in and out of the Black Sea and Turkey's control of movements. Montreux has remained intact. Russian pressure to free up the rules of passage in its favour have been resisted by western Montreux signatories, including six current EU member states (Bulgaria, France, Romania, Greece, Italy and Croatia, as a successor state to signatory Yugoslavia). The UK too is a signatory as are, of course, Russia and Turkey.

Russia in recent years profited from its interference in Syria to open a naval base in the port city of Tartus. Rumours have had it that some admirals in Moscow felt nervous about that isolated venture. The new regime in Damascus has a difficult negotiation on its hands about the future of Tartus and a nearby Russian airbase.

Turkey arises

Turkey is the Middle East's steadily but shakily rising star - and it knows it. Its policies towards both Russia and Europe are ambivalent. It does not want to irritate the grumpy northern bear. It is a fickle member of NATO. But it does not want to see Russian power expand in the Black Sea. We have seen the centuries of historical antecedent. But like all balancing acts this one could readily become untenable if either side misjudges.

What next?

Freedom of sea movement is regulated by the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), effective since 1994. Calls have been made to bring the Montreux Convention into line with UNCLOS. Turkey persistently refuses to sign UNCLOS which, says Ankara, sustains Greek "suffocation" of its Aegean coast with all its offshore islands. UNCLOS, like the UN itself, embodies the concepts of multilateralism and international rule of law. Both of these concepts are coming under increasing strain - especially with declining US commitment.



© Adobe Stock

Over 140 vessels go through the Bosphorous daily, not including the hectic local traffic. Turkey has thus started work on a parallel canal to the Bosphorous in eastern Thrace between the Black and Marmara seas. This new seaway, says Ankara, will not be subject to the Montreux Convention - or any other international ruling. A potentially juridical and political black hole is thus emerging. Some 2000 kms to the north another potential maritime scenario opens in the Baltic. Access to the Baltic is less specifically regulated but subject to general principles and provisions of international freedom of navigation. For Russia freedom of passage through the Øresund and Kattegat is of vital importance. Denmark and Sweden respect those obligations.

Crunches in the waiting

A negotiated end to the war in Ukraine may loom closer. But with whom at the table? Europe is looking seriously at its future defence architecture - as America tires of its commitment to European defence. It can hardly accept exclusion from that process by American and Russian diktat. So, at some time in the future the European Union may well be engaged with Russia in a major security negotiation - a sort of Helsinki Mark II. Access to the Baltic and Black seas could well be an issue which fires the starting gun for such a process. ■

Turkey is the Middle East's steadily but shakily rising star - and it knows it.

L'Europe est à vous :

le site web de la Commission le plus visité

Des réponses pratiques pour des millions de citoyens et d'entreprises

Les derniers chiffres sont tombés : pour la deuxième année consécutive, « L'Europe est à vous », le portail qui fournit aux citoyens et aux entreprises des informations pratiques et concrètes sur leurs droits dans l'UE, a été le site web de la Commission le plus visité. À cette occasion, Commission en direct s'est entretenu avec Amaryllis Verhoeven, directrice par intérim d'Ecosystems II à la DG GROW, pour en savoir plus sur les raisons de ce succès, sur la manière dont ils collaborent avec de plus en plus de DG et sur leurs projets.

par József Barna

Journaliste Commission en Direct
(Traduction de l'anglais)

D'où vient le contenu ? Collaborez-vous avec les DG pour alimenter le site ?

Oui, le contenu au niveau de l'UE est rédigé en collaboration avec les experts politiques des DG responsables. Toutes les informations nationales proviennent directement des autorités compétentes des États membres. L'Europe est à vous est un véritable guichet unique qui donne accès à toutes les informations. De plus en plus de DG découvrent l'initiative « L'Europe est à vous » pour son contenu pratique axé sur les citoyens et les PME. Cela leur évite également d'héberger, de gérer et de traduire elles-mêmes le contenu. Par exemple, la DG MOVE nous a confié le contenu de ce qui était auparavant un site web autonome et une application mobile, « Going Abroad », avec les règles de circulation routière applicables dans chaque État membre de l'UE.

Ne s'agit-il pas en quelque sorte d'une duplication du contenu ?

Au contraire, éviter les doublons est un principe fondamental de la Commission. Les informations pratiques et exploitables destinées aux citoyens et aux PME méritent une plateforme

L'Europe est à vous est un site web populaire !

En effet ! Pour la deuxième année consécutive, aucun site web de la Commission n'a reçu plus de visiteurs uniques que « L'Europe est à vous », qui en a attiré près de 34 millions en 2024. Plus qu'une simple statistique, il s'agit d'un résultat important pour nous : en tant que Commission, nous travaillons tous très dur pour nous engager directement avec les citoyens et les PME, et il est bon de voir qu'ils s'engagent avec nous. Cela montre qu'ils apprécient les réponses simples et directes de l'UE à leurs questions pratiques. Le cas échéant, l'initiative « L'Europe est à vous » oriente ses utilisateurs vers des services d'aide et de conseil gratuits et tient compte de leurs commentaires.

Que peut-on trouver sur le site « L'Europe est à vous » et qu'est-ce qui le rend unique ?

Tous les citoyens de l'UE et toutes les PME peuvent trouver des informations

pratiques sur leurs droits et obligations au sein de l'UE, dans toutes les langues officielles de l'UE. Ce qui rend ce site unique, c'est qu'il se concentre sur des informations pratiques et exploitables : nul besoin de parler de politique, d'histoire, de jargon juridique, de jargon centré sur l'organisation, de propositions en attente ou de projets chimériques. Nous ne parlons que de ce qui est en vigueur et de ce que l'utilisateur doit savoir et faire. Nous rapprochons réellement le marché unique des utilisateurs. La position de l'initiative « L'Europe est à vous » en tant qu'interface de la passerelle numérique unique est également unique. Nous avons fait équipe avec près de 60 000 pages web officielles nationales et locales où les utilisateurs peuvent trouver les règles nationales ou locales pertinentes. Les pages officielles nationales et locales auxquelles nous renvoyons affichent également le logo « L'Europe est à vous », sont disponibles en anglais et utilisent autant que possible un langage simple.

conviviale, neutre vis-à-vis des DG et à l'épreuve du temps, dans toutes les langues de l'UE, comme « L'Europe est à vous ». Nous essayons d'aider les DG en couvrant ces informations et en allégeant leurs sites web. L'initiative « L'Europe est à vous » fonctionne également de manière transparente avec les portails nationaux et locaux.

Le portail a une image de marque distincte. Quel en est l'avantage ?

L'Europe est à vous a sa propre identité visuelle, et son logo apparaît également sur des milliers de sites web de gouvernements nationaux liés à L'Europe est à vous. Notre objectif est de faire en sorte que notre contenu soit reconnu comme une source d'informations européennes et nationales digne de confiance et faisant autorité, présentée sur un ton et avec une imagerie pratiques et terre-à-terre. Les DG qui co-crée du contenu avec L'Europe est à vous bénéficient de cette réputation, et nous sommes heureux de co-crée du matériel de communication et des campagnes avec elles.

Quel retour d'information avez-vous reçu des utilisateurs jusqu'à présent ? Pouvez-vous leur apporter une aide personnalisée ?

Nous recevons beaucoup d'informations en retour par l'intermédiaire de notre formulaire en ligne, de notre réseau de contacts politiques dans les DG et de nos coordinateurs nationaux, ainsi que dans le cadre de notre enquête annuelle. L'année dernière, 93,3 % des citoyens et 93,4 % des entreprises qui ont répondu à notre enquête nous ont attribué des notes positives. Bien



entendu, nous ne pouvons pas répondre aux questions personnelles, mais pour ce type d'aide, nous orientons nos utilisateurs vers divers services d'assistance gratuits, tels que « Your Europe Advice » et SOLVIT. Nos canaux de médias sociaux contribuent également à la gestion de la communauté et orientent les utilisateurs vers la page ou le service d'assistance le plus approprié. La plupart des autres commentaires sont constructifs et portent sur des changements de politique ou des liens brisés, ce qui nous aide à maintenir le contenu à jour.

Quelles sont les nouveautés à venir ?

Nous prévoyons d'ajouter du contenu sur la durabilité des entreprises, les

allégations écologiques, les matières premières critiques et les projets « net-zéro », en collaboration avec les unités de la DG GROW et de la DG ENV. D'un point de vue plus structurel, l'initiative « L'Europe est à vous » s'adressera non seulement aux citoyens et aux PME, mais aussi au secteur non lucratif, sur la base de la directive sur les associations transfrontalières. À plus long terme, avec un lancement prévu en 2027, il y a un projet passionnant pour la DG JUST sur lequel nous avons déjà commencé à travailler : la plateforme européenne de réparation, où les réparateurs et les consommateurs peuvent se trouver les uns les autres. ■

Mais où est donc passé le site « Commission en Direct » ?

Commission en Direct vous informe au jour le jour de l'activité de la Commission, des initiatives au sein des directions générales, de certains événements à venir, de portraits de collègues, etc. Vous désirez consulter et lire les articles de « Commission en Direct » avec un accès pensionné ? Rien de plus facile. Tout ceci peut se faire via le réseau « Teams After EC ».

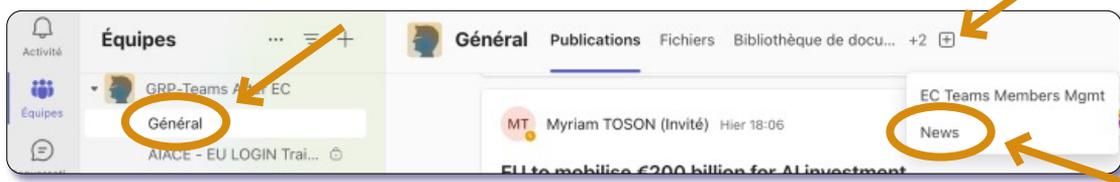
par **Monique Théâtre**

Rédactrice en chef

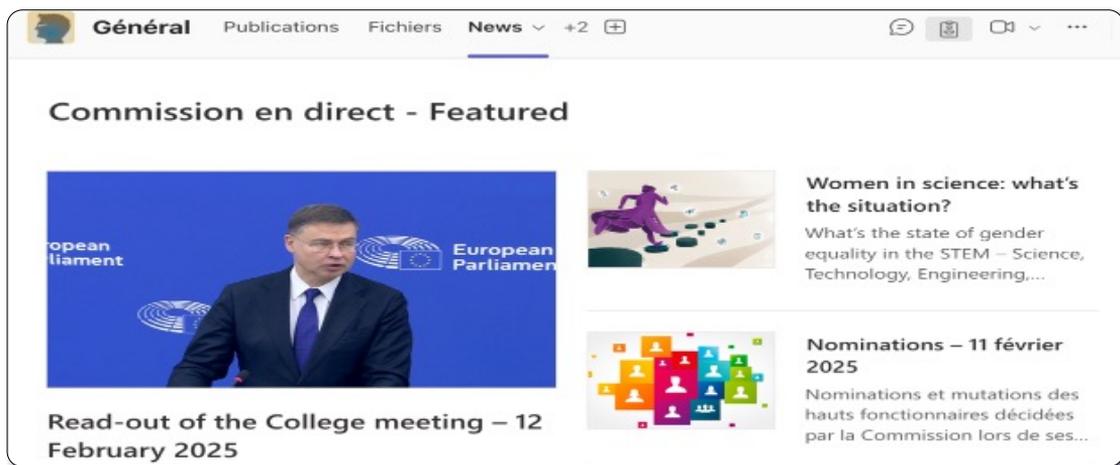
Avec l'aimable collaboration de **Martine Platteau-Guillaume**, Helpdesk IT à l'AIACE-INT

Vous possédez déjà un accès à Teams After EC ?

Il suffit de cliquer à gauche sur le canal principal **Général** et puis à droite sur le + après « Publications Fichiers Bibliothèque » ... pour ouvrir la dernière option proposée, à savoir **News**



Tous les articles de « Commission en Direct » s'afficheront !



Vous ne possédez pas encore d'accès ?

Envoyez vos coordonnées (nom, prénom, numéro de pensionné) à HR-TEAMS-AFTER-EC@ec.europa.eu.

Vous recevrez des informations pratiques pour vous connecter.

Teams After EC est un réseau social de discussion et d'échange d'informations dans un environnement sécurisé, exclusivement réservé aux pensionnés des Institutions. Il permet aussi de poser des questions, par exemple sur l'assurance maladie ou les pensions, une personne compétente vous répondra directement. Plusieurs guides y sont disponibles pour vous aider dans l'utilisation des différentes applications de la Commission. Une sorte de

« Facebook » qui vous permet de rester en contact et d'être informés.

L'avantage est que, pour y accéder, pas d'EU Login mais un seul mot de passe qui ne change jamais ! Et de plus on peut rester connecté en permanence !

PLUS D'INFOS SUR TEAMS AFTER EC :

<https://aiace-europa.eu/fr/tools/teams-after-ec/>

Le Cercle littéraire des Institutions européennes European Union Literary Circle

par Mireille Delprat

Connaissez-vous ce Cercle, ouvert à tous ? Que l'on y découvre un livre, que l'on participe à un événement littéraire, que l'on écrive et publie dans la revue trimestrielle richement illustrée Littératour... nos rencontres se font toujours dans la convivialité.

PROCHAINES DATES À RETENIR :

Samedi 14 juin à partir de 15h, après-midi littéraire sur une terrasse privée à Uccle, dans un écrin de verdure ; une belle occasion de faire connaissance.

Samedi 20 septembre à 15h, balade littéraire à Train World (Gare de Schaerbeek) par un excellent comédien professionnel.

PLUS DE RENSEIGNEMENTS AUPRÈS DE :

Catherine Koeckx, administratrice du Cercle,
0473 41 52 65 - catherine.koeckx@gmail.com
Mireille Delprat, membre du Cercle,
0495 20 32 84 - delpratmireille@gmail.com

N'hésitez pas à nous contacter, nous nous ferons une joie de répondre à vos questions. Nous avons à cœur d'accueillir de nouveaux membres de différents horizons. Et ne manquez pas le prochain numéro d'Apropos (n° 111) où une page entière sera consacrée au Cercle littéraire.



Do you know this Circle, open to all? Our friendly gatherings are there to discover a book, take part in a literary event, write and publish texts in the richly illustrated quarterly magazine Littératour...

NEXT DATES TO SAVE:

Saturday 14 June from 15:00, literary afternoon on a private terrace at Uccle, in a green oasis; a great opportunity to meet.

Saturday 20 September at 15:00, literary walk at Train World (Schaerbeek station), with an excellent professional actor.

FOR MORE INFORMATION:

Catherine Koeckx, Circle Administrator,
0473 41 52 65, catherine.koeckx@gmail.com
Mireille Delprat, Circle Member,
0495 20 32 84, delpratmireille@gmail.com

Do not hesitate to contact us, we will be delighted to answer your questions. We are committed to welcome new members from various horizons. Nota Bene: a full page of the next A Propos issue (Nr 111) will be devoted to the Circle. ■

Un jour à Marseille

*Des plongeurs et des rêves
Rêves d'ailleurs meilleurs, et autant de peurs
Brume d'aurore sur Notre Dame qui dort encore
Rêves de lendemains chantants loin des soucis lancinants
Marseille, chaleur faite ville
Doucement pétille
En un pacte d'azur liant la vague à l'horizon
Pierres de lune au crépuscule d'un soir lent
Une mouette jette un dernier cri perçant.*

Mireille Delprat

L'Europe sociale face aux paradigmes de sécurité et de compétitivité



© Adobe Stock

par **Gabrielle Clotuche**
Membre du Comité de rédaction

Si cette réforme introduit un volet préventif liant étroitement ses

objectifs budgétaires aux autres objectifs et priorités politiques de l'Union (résilience économique et sociale en ce compris le SEDS) la vigilance s'impose quant aux réponses qu'apporteront les États membres aux Recommandations spécifiques par pays : les plans budgétaires nationaux comporteront-ils une dimension sociale ? Des craintes subsistent, d'autant plus que l'association des partenaires sociaux et des assemblées démocratiques n'a pas été renforcée dans le nouveau cadre de gouvernance économique.

Le 3 avril 2025, l'Observatoire social européen (OSE) et l'Institut syndical européen (ETUI) présentaient la 25^{ème} édition du Bilan social de l'UE, analysant minutieusement le travail des institutions européennes dans le domaine social.

La période couverte coïncide avec la dernière année et demie de la Commission von der Leyen I, avec en juin 2024 les élections du Parlement européen et le début des négociations pour la nouvelle Commission (2024-2029) à nouveau dirigée par Ursula von der Leyen. L'évaluation sociale de la 1^{ère} Commission von der Leyen met en avant le bénéfice de l'héritage de la Commission Juncker permettant une mise en œuvre rapide du plan d'action du Socle européen des droits sociaux (SEDS) élaboré celle-ci. Mais la période de crise sanitaire imposée par le Covid d'une part et le contexte de guerre d'autre part vont impacter la suite de l'agenda.

Ainsi le nouveau cadre de gouvernance économique de l'UE avec la réforme du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) - dont la rigueur avait un temps été suspendue -, modifie les perspectives pour l'Europe sociale.

*Les plans budgétaires nationaux
comporteront-ils
une dimension sociale ?*

Autre volet : le Green Deal européen (GDE 2019)

Sa mise en œuvre rapide et ambitieuse en 2020 avec le Pacte européen pour le climat et le paquet de mesures climatiques « Fit for 55 » en juillet 2021 sont salués. Toutefois son recentrage dès 2023 sur la politique industrielle et face à la compétitivité et l'austérité ainsi engendrée, quelle sera la prochaine étape de la transition verte et juste dans l'Union - cœur des différentes mesures lancées ? Le lien entre les objectifs sociaux et verts n'est pas souvent explicite ni exigé dans les rapports concernant l'utilisation des fonds prévus pour veiller à ce que les personnes vulnérables ne soient pas laissées pour compte dans la transition verte. En outre les ressources des principaux instruments (Fonds pour une transition juste et Fonds social pour le climat) sont très limitées et ne répondent pas aux besoins d'investissement prévus. Ceci compromet la perspective de renforcer la dimension sociale du GDE, aggrave les

inégalités et sape les normes du travail au profit d'un programme de flexibilisation et de déréglementation.

La Directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme (DTP) est saluée. Son processus d'adoption fut long et semé d'embûches mais finalement un soutien suffisant des États membres en faveur d'un texte de compromis préservant des aspects clés de la proposition initiale a été obtenu juste avant les élections européennes. La présomption de relation de travail et l'élaboration des droits à la vie privée et à la protection des données des personnes effectuant un travail sur plateforme, les deux piliers de cette DTP, sont deux victoires, et l'impact possible de la directive sur les droits collectifs du travail est non négligeable.

Les présidences du Conseil et la santé

Enfin les deux présidences du Conseil de l'Union européenne (Espagne 2^{ème} semestre 2023 et Belgique 1^{er} semestre 2024) sont évaluées sur le rôle qu'elles ont joué au regard de la santé. Dès septembre 2020, en réponse à l'épidémie Covid-19 la présidente de la Commission utilisait un nouveau concept Union européenne de la santé (UES). Elle le présentait comme une orientation ambitieuse pour une intégration plus poussée dans le domaine de la santé malgré l'article 168 du TFUE (compétence limitée à la seule coordination des politiques nationales de santé publique). Et c'est ce qui va advenir au cours des quatre années qui vont suivre, une UES progressive et inégale construite sur trois piliers : un cadre pour affronter les crises sanitaires ; la sécurité de l'approvisionnement sanitaire ; des politiques de santé modernes et innovantes.

En ligne avec le programme du trio Espagne-Belgique-Hongrie, la Présidence belge a œuvré pour renforcer davantage l'UES et la résilience des systèmes nationaux de santé avec un triple objectif : assurer l'accès aux soins de santé pour tous, se préparer aux futures urgences sanitaires, et promouvoir la santé et les modes de vie sains. La fin du cycle institutionnel a permis d'élargir le débat sur l'UES et avancer des propositions ambitieuses pour le programme de



© Adobe Stock

la prochaine Commission en matière de santé dans les trois piliers de l'UES. Citons une législation pharmaceutique (en cours un règlement sur la résistance antimicrobienne, les essais cliniques et l'approvisionnement en médicaments), un règlement adopté sur les substances d'origine humaine avec une approche axée sur les besoins, et un accord politique pour un Règlement EHDS (espace européen des données de santé) abordant à la fois la prévention des maladies non transmissibles, le plan pour vaincre le cancer et la pénurie des personnels de santé.

Veiller à ce que les personnes vulnérables ne soient pas laissées pour compte dans la transition verte.

L'Europe sociale navigue donc entre les défis de la compétitivité, de la sécurité et du climat avec une ambition forte pour le volet santé. La Commission adopte aujourd'hui un nouveau vocabulaire, elle « se prépare » en renforçant la sécurité et la compétitivité mais « la préparation » sera-t-elle une nouvelle priorité pour la politique sociale ? Rien ne nous permet de le dire ni si c'est à souhaiter. L'avenir se dessine dans un paysage politique en mutation et le conseil est de veiller ... ■

Le mandat extrajudiciaire, une précaution pour garder le contrôle en cas de perte d'autonomie



© Adobe Stock

par Perrine Le Maignan

Assistante sociale auprès du Service médical de la Commission européenne

d'autres pays européens. Le Conseil des Notariats de l'Union Européenne en tient à jour une cartographie :

www.the-vulnerable.eu

Le rôle central du mandataire

Le bon fonctionnement du mandat dépend largement de la personne choisie comme mandataire. Fiabilité, empathie et transparence sont essentielles. Il peut s'agir d'un proche, d'un ami ou d'un professionnel. Des maisons de repos ou structures privées proposent des mandataires professionnels. Le risque principal est le conflit d'intérêt, notamment s'il y a un lien financier ou une dépendance à ces structures.

Il est donc recommandé de choisir des personnes indépendantes, idéalement conseillées par des personnes de confiance.

Un outil personnalisable, souple et évolutif

Le mandat extrajudiciaire est particulièrement flexible. Il peut :

- prendre effet immédiatement ou uniquement en cas d'incapacité, sur certificat médical d'un ou plusieurs médecins, à définir soi-même ;
- être très détaillé : instructions précises, contrôle périodique, répartition des tâches, évolutions possibles.

Par exemple, si un mandataire est peu disponible ou éloigné géographiquement, le mandat peut prévoir la délégation des aspects administratifs à un secrétaire-comptable, tandis que le quotidien sera assuré par un service d'aide à domicile, etc. Ainsi le rôle du mandataire se concentre sur la coordination et le contrôle régulier.

L'allongement de la vie augmente le risque de perte d'autonomie. Or celle-ci peut s'accompagner de déni, de troubles du jugement ou de difficultés à prendre des décisions. Toute démarche volontaire devient alors difficile, voire impossible.

Par défaut, une protection judiciaire (administration de biens et/ou de la personne) peut être imposée par un juge. Bien que nécessaire dans certains cas, cette mesure est souvent crainte, perçue comme intrusive et, selon certains audits, très imparfaite. Pour garder la main sur les décisions qui nous concernent, il est donc essentiel d'anticiper, notamment à travers un outil souple et peu connu : le mandat extrajudiciaire.

Un cadre juridique pour prévenir plutôt que subir

Le mandat extrajudiciaire permet à toute personne majeure et lucide (le mandant) de désigner à l'avance une ou plusieurs personnes de confiance (les mandataires) pour gérer ses affaires tant personnelles que patrimoniales en cas d'incapacité future. Ce dispositif, créé par la loi belge du 17 mars 2013, vise à éviter une décision judiciaire imposant un gestionnaire externe. Il assure une continuité de la vie quotidienne (logement, soins, finances...), tout en respectant les volontés exprimées à l'avance. Il existe des dispositifs similaires dans

Quelles solutions pour les personnes isolées ?

De nombreux pensionnés vivent sans aucun proche ou ami disponible. Pour elles, il est crucial de construire un réseau de professionnels et volontaires de confiance. Les groupes d'entraide entre seniors, dans des communautés locales ou culturelles, sont des pistes à explorer et développer. Par exemple, l'équipe bénévole de l'AIACE qui aide les pensionnés des institutions européennes confrontés à des difficultés :

www.aiace-be.eu/entraide/support-benevoles

Ces types de soutien peuvent suffire dans un premier temps, sans remplacer toutefois un mandat anticipé structuré, notamment face à des maladies dégénératives.

Cinq conseils pratiques pour un mandat efficace

■ Anticiper avant qu'il ne soit trop tard

Le mandat ne peut être signé qu'en pleine capacité. Il est donc important de ne pas attendre que le besoin soit devenu une nécessité. En cas de litige prévisible (tensions familiales), un certificat médical prouvant la lucidité du mandant lors de la signature peut éviter des contestations.

■ Prévoir des suppléants

Un mandataire peut se désister, déménager, tomber malade... Il est donc judicieux de désigner un ou deux suppléants dès le départ.

■ Rédiger des instructions claires

Le mandat doit préciser les champs d'action, les pouvoirs donnés et les limites. Un mandat trop vague est source de confusion ; un mandat trop rigide peut être difficile à appliquer.

■ Personnaliser le mandat

Les modèles standards proposés notamment par les notaires peuvent être une bonne base, mais ne pas refléter vos priorités ou spécificités.

Il est donc recommandé de prendre le temps, avec un juriste, de l'analyse soignée de votre situation. Le partage d'intérêts transfrontaliers requiert par exemple une attention juridique particulière.

■ Opter pour une forme sécurisée

La signature devant notaire avec enregistrement dans le registre national des mandats (Fednot) ren-



© Adobe Stock

force considérablement l'efficacité du mandat. L'acte notarié bénéficie en effet d'une présomption de validité juridique et l'enregistrement permet une consultation rapide et sécurisée par les institutions concernées : banques, hôpitaux, etc. Cela évite aussi les blocages administratifs au moment où le mandat doit être activé - souvent dans l'urgence.

Un outil à faire vivre... ensemble !

Depuis sa création, le recours au mandat extrajudiciaire a augmenté exponentiellement. C'est en effet un outil de liberté et de dignité maintenant reconnu, qui permet de rester acteur de sa vie, même en cas de perte d'autonomie. Il est cependant perçu comme complexe, avec des ajustements souhaités tant par les usagers que les professionnels d'après une récente [évaluation du SPF Justice](#).

Vous êtes mandant ou mandataire extrajudiciaire, professionnel ou aidant ? Vos témoignages sont précieux et peuvent faire la différence : bonnes pratiques, erreurs à éviter, alternatives ... ■

Contribuez au partage d'expérience en envoyant votre témoignage (même bref) à :

perrine.le-maignan@ec.europa.eu

Pour aller plus loin, une conférence enregistrée et son support sont disponibles via ce lien :

www.bruxelles.unionsyndicale.eu/prevention-des-risques-en-cas-de-perte-dautonomie

APROPOS

Souhaitez-vous continuer à recevoir **Apropos en version papier?**

Apropos est également disponible en ligne sur le site de l'AIACE-BE :

www.aiace-be.eu sous la rubrique « Informations ».

Si vous ne voulez plus recevoir la version papier, vous pouvez :

- ▶ **envoyer un e-mail à : aiace-be@ec.europa.eu**
en précisant vos nom, prénom et n° de membre
- ▶ **écrire à l'adresse : AIACE Belgique,
Bureau VM-18 03/58, 1049 Bruxelles**
en précisant vos nom, prénom et n° de membre.

Would you like to continue receiving **the paper version of Apropos ?**

Apropos is also available online on the AIACE-BE website : www.aiace-be.eu under « Informations ».

If you no longer wish to receive the paper version, you can :

- ▶ **send an email to : aiace-be@ec.europa.eu**
stating your name, surname and member nr
- ▶ **send a letter to : AIACE Belgique,
Bureau VM-18 03/53, 1049 Brussels**
stating your name, surname and member number.



© Adobe Stock

FR | **APPEL à Contributions**

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ...)?

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans Apropos?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE-Belgique.

Vos contributions ne doivent pas excéder 1.000 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

NL | **Uw bijdragen graag !**

Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak) ?

Wilt u reageren op een artikel dat in Apropos is verschenen ?

Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE-België.

Uw bijdragen mogen ten hoogste 1.000 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.

DE | **Aufruf zu Beiträgen**

Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden ?

Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im Apropos veröffentlicht wurde ?

Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE-Belgien.

Ihre Beiträge sollten 1.000 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.

EN | **Call for contributions**

You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural ...)?

You might like to react to an article appearing in Apropos?

Send me an e-mail or write to me at the AIACE-Belgium.

Contributions must not exceed 1.000 words. They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.

Passé composé - un album européen

La première exposition photographique organisée par la Maison de l'histoire européenne révèle comment les Européennes et les Européens interagissent avec le passé dans leur vie quotidienne.

Que cherchons-nous dans notre rapport à l'histoire : à transcender notre quotidien ? À bâtir des liens sociaux ou une communauté politique ? Le passé fait pleinement partie de notre présent, que ce soit à travers le deuil ou la réconciliation, le divertissement ou l'évasion. Pourquoi l'histoire ? Qu'est-ce qui se cache derrière notre besoin d'histoire et l'usage que nous en faisons ? Les Européennes et les Européens interagissent avec le passé de manières très diverses, qu'il s'agisse de commémorer des événements historiques ou de participer à des reconstitutions, de prendre des selfies touristiques ou de détruire des monuments, de déterrer des passés oubliés ou de créer des collections privées. L'exposition est divisée en sept sections qui explorent différents types d'engagement avec le passé ainsi que les divers besoins qui les motivent.

Destination histoire

Le tourisme contemporain a transformé le passé en quelque chose qui se visite. De la piscine de Cléopâtre en Turquie au mémorial d'Auschwitz en passant par le Monument des Découvertes à Lisbonne, sommes-nous des touristes ou remontons-nous dans le temps ?

Commémorer à l'ère post-héroïque

Le mécontentement face aux cérémonies officielles du souvenir a conduit les Européennes et les Européens à organiser des commémorations populaires. Le siège de Sarajevo et la Seconde guerre mondiale sont désormais commémorés lors de cérémonies thérapeutiques.

Rejouer l'histoire

Les reconstitutions sont des reconstructions d'événements historiques, qui mettent l'accent sur l'authenticité dans les moindres détails. Les gens reconstituent toutes les périodes de l'histoire, de la préhistoire à l'époque Viking, des batailles médiévales aux guerres du XX^e siècle.

Fabriquer des héros

La grandeur historique peut-elle perdurer ? D'Atatürk au pape Jean-Paul II en passant par Maradona, les héros sont créés et détruits par chacune et chacun d'entre nous.

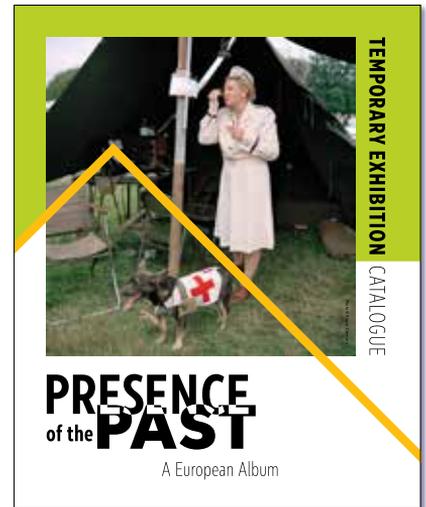
Dé-commémorer

Pouvons-nous faire disparaître un passé indésirable en supprimant ses monuments ? Des monuments communistes de Bulgarie, d'Ukraine et de l'ex-Yougoslavie partagent l'espace de l'exposition avec les revendications décolonisées envers les monuments publics.

Le passé comme paysage

Tout n'est pas destiné à être commémoré et inscrit au patrimoine. L'outil

Communiqué
par Commission en Direct



est naturel. Cette section révèle comment l'histoire humaine a profondément façonné les paysages européens.

Historiennes et historiens du quotidien

Plus le présent évolue vite, plus nous avons besoin de nous ancrer dans le passé. Recueillir, préserver, archiver : les Européennes et les Européens de tous horizons utilisent ces méthodes pour rendre compte du passé dans ses multiples dimensions, positives comme négatives. ■

Quand ? Jusqu'au 11 janvier 2026

Où ? Maison de l'histoire européenne, Parc Léopold, rue Belliard 135 - 1000 Bruxelles.

Entrée gratuite - Contrôle de sécurité à l'entrée du musée.

L'Art Déco à Bruxelles, des pépites pour les yeux

Après la Première guerre mondiale, le monde est désorienté et aspire à un renouveau, y compris dans l'architecture. Fini les motifs organiques et les courbes de l'Art nouveau : les lignes deviennent plus nettes, les formes géométriques. C'est Victor Horta lui-même qui, en 1919, trace les lignes directrices de l'Art Déco à Bruxelles avec ses plans pour le Palais des Beaux-Arts. Cet édifice marquera la naissance d'une approche radicalement moderne de l'architecture et des arts. Petit tour d'horizon de quelques édifices remarquables de ce mouvement mis en lumière cette année.

par **Monique Théâtre**
Rédactrice en chef



© Adobe Stock



Le Palais Stodet

Situé sur l'avenue de Tervuren, non loin du parc de Woluwe, c'est un monument révolutionnaire conçu en 1903 par l'architecte autrichien Josef Hoffmann. Il est devenu en 1911 la propriété du financier belge Adolphe Stodet. Il ouvre l'ère Art déco et peut être considéré comme un des éléments déclencheurs du mouvement. Il est représentatif du concept d'œuvre d'art totale (Gesamtkunstwerk), indissociable de sa décoration intérieure et extérieure, de son mobilier et objets usuels et de ses jardins. La salle à manger est entière couverte de mosaïques conçues d'après des esquisses de Gustav Klimt. Il a été inscrit en 2009 par l'UNESCO sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité.

Le Résidence Palace

Juste à côté du bâtiment du Conseil se dresse cet imposant édifice. Construit pendant l'entre-deux-guerres par l'architecte Michel Polak et puis

quelque peu « phagocyté » par les Institutions européennes, le Résidence Palace avait été conçu comme un complexe immobilier de luxe. Véritable joyau de l'Art déco, il était divisé en dix « quartiers » et offrait 180 appartements de tailles variables. Il disposait aussi de toute une série d'équipements (chauffage central, monte-charge, court de tennis en toiture) qui en faisaient un immeuble à la pointe du confort moderne. On y trouvait aussi deux restaurants, un théâtre, une salle de conférence, de nombreux commerces et une piscine avec un bain turc. Transformé ensuite en bureaux, il a fait récemment l'objet de rénovations et abrite actuellement des espaces événementiels.



© Adobe Stock

Le Paquebot Flagey

En 1930, la création de l'INR (Institut National de Radiodiffusion) marqua la fin des années pionnières de la radio. Le développement de ce média

imposait la construction d'un édifice de diffusion de conception contemporaine. L'architecte Joseph Diongre remporta le concours et les travaux eurent lieu entre 1935 et 1938. Ce projet alliait recherche architecturale et réponses technologiques aux exigences acoustiques et techniques les plus sévères. La qualité des studios, et en particulier celle du studio 4, est saluée dans le monde entier et attire les musiciens les plus prestigieux pour des concerts. En 1953, c'est l'avènement de la télévision. C'est de là que sera diffusé le premier journal télévisé belge. Il constitue actuellement un espace culturel incontournable de la capitale.



©CC BY 2.0

La Villa Empain

Sur l'avenue Franklin Roosevelt, ce temple de l'Art déco se présente dans un état proche de l'origine. Lieu culturel incontournable de la vie artistique bruxelloise, il est un magnifique témoin de l'Art déco, construit au début des années 30 par l'architecte Michel Polak, sur commande du baron Louis Empain. Il occupa plusieurs fonctions d'abord comme hôtel particulier, fut ensuite occupé par les Allemands, puis servit d'ambassade pour la Russie et de studio pour la station de radio RTL. La Villa est aujourd'hui occupée par la Fondation Boghossian et abrite des expositions permanentes et temporaires.



© Adobe Stock

La Basilique de Koekelberg

Depuis 1880, le roi Léopold II rêvait d'ériger sur le plateau de Koekelberg un Panthéon national à l'exemple de celui de Paris, et ceci à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique. Il opta ensuite pour un édifice religieux de style néo-gothique. Mais la Grande Guerre en décida autrement. En raison de l'aggravation de la situation financière du pays, l'architecte Albert Van Huffel fut mandaté pour faire sortir de terre une église qui pourrait accueillir jusque 5.000 personnes sans dépasser un budget de 20 millions de francs belges. La Basilique est un monument Art déco splendide. Les caractéristiques résident dans l'exécution de lignes sobres, de volumes compacts et dans l'utilisation de la terracotta émaillée qui crée à l'intérieur de l'édifice une ambiance particulièrement chaleureuse.



©CCO

Le Stade Joseph Marien

Les footballeurs de l'Union Saint-Gilloise ont la chance d'évoluer dans un stade des plus charmants. Situé sur la Commune de Forest, le bâtiment qui abrite la tribune, les bureaux et lieux d'accueil est surtout remarquable pour sa façade Art déco. Longue de 101,40 mètres, elle est agrémentée de sept panneaux sculptés, représentant les deux disciplines qui firent la renommée du club saint-lillois : l'athlétisme et le football. Exécutés en 1926, ils font partie des premières œuvres de sculpture architecturale réalisées à l'époque. ■

Le saviez-vous ? Le mouvement artistique tire son nom d'une exposition qui s'est tenue à Paris en 1925 : l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes.

Le but était de présenter ce nouveau style en architecture, décoration intérieure, mobilier, verre, bijoux et autres arts décoratifs à l'Europe et au reste du monde.

What being an official taught me about the Schuman Proposal



When I started writing books about Schuman, I was puzzled by some of the key dynamics of how the Schuman Proposal was engineered. The 9 May 1950 Proposal was decided after a Cabinet meeting on a Tuesday. Schuman said that it had been discussed in Cabinet on the previous Wednesday. What was going on?

Organisational details are important. Details sometime destroy potentially powerful proposals, never to see the light of day again. And the most important question: Were all the geopolitical issues resolved in one speech? This was no ordinary proposal. It changed the destiny of Europe. It reconciled France and Germany and four other states of Western Europe. It made sure that war became *'unthinkable and materially impossible'*. Many key fac-

tors are brushed out of history books in favour of a simple tale of a speech. The achievement of peace was clearly a decades-long, hard fight against much opposition. Even then, other factors on the choice of the exact day could have wrecked a long-meditated project if Schuman had not minutely managed them. The question of agenda items and points prévus is a story that officials today may understand.

Schuman and the Establishment

Let's turn the page back to 1919 when Robert Schuman was elected a Député in the post-war National Assembly. He was one of the youngest members. Was he being naïf when soon after he criticised the corrupt way that the steel magnates had taken over formerly German iron works in his native Lorraine? What resulted from his honesty? Recognised as highly talented and popular in Lorraine, the young lawyer was shunned from ministerial office until the Second World War broke out.

Who was behind it? Was it the Comité des Forges, the steel cartel? It ran key sectors of the economy and foreign affairs. The steel barons controlled the main newspapers, *Le Temps* and *Journal des Débats*. As regents at the Banque de France they controlled the exchange rate. After WW2, Schuman worked as Minister of Finance to stabilize the currency and to dampen bloated inflation. Then in November 1947 he was made prime minister. His government made two initiatives that

by David Price

Formerly official at the Joint Research Centre Presently, Editor of the Schuman Project

were vital steps in the construction of European economic unity.

In the last days of his mandate he and his foreign minister Georges Bidault proposed to foreign ministers, meeting in The Hague, a *European Assembly* (that later took form as the Council of Europe) and an *economic and customs union* that became the Community. Schuman was again prime minister in 1948 when he was also foreign minister. In this second mandate, Schuman put both European institutions on solid foundations. Schuman remained foreign minister in several administrations until 1953.

Strasbourg Speech

In May 1949 a few months before the Council of Europe had its first session, Schuman warned Europeans about the dangers facing Europe. In the heightened Cold War tensions and with the unsecured fate of resurgent Germany, Europe faced suicide, he said. In the last century, Europeans lived through the consequences of nationalism and wars. He hinted at what should be done. It would be a *great experiment* for peace. Europeans must now attempt and succeed in reconciling nations in a supranational solution. He gave it a name: the **European Community**. A year later the stage was set. *To face up to this situation it was necessary to change minds and attitudes and the orientation*



of our policy. We must substitute for old antagonisms genuine cooperation based on equality of rights and obligations,' he wrote. He emphasized that to 'reorganise the European economy required a new political structure.' (Pour l'Europe, p156-7.) His idea was not to create a European federation or Super-State but something step-by-step, restricted to a sector. 'One domain presented itself to us for this partial experiment: that of coal and steel. A controlled and lasting union in this sector would remove any

possibility, not only of making war, but even preparing war against other members of the Community.

The time and the diary

The timing he set was five years after the end of the war. The key issue was how to convince the allies and Germany. It was important to have United States support and be fully informed before the proposal was made public. The big problem was that communications to Washington were not secure. Furthermore, the foreign ministry was not only set up to defend French interests but prevent any German economic resurgence. Schuman invited US Secretary of State Acheson to Paris for discussions on Sunday, 7 May. This was odd, his aides complained. Allies had scheduled discussions in London on Germany starting Thursday 11 May.

The crucial date was the German Cabinet meeting in Bonn on Tuesday, deciding whether to join or reject membership of the Council of Europe. Chancellor Adenauer needed to anchor human rights and the rule of law. He needed a powerful vision for a peaceful and prosperous future. The Community was the answer. Schuman's colleague travelled secretly to Bonn to inform Adenauer, arriving on Monday before Cabinet discussions Tuesday. Schuman had the French Cabinet that usually met on Wednesday changed to the same day, Tuesday. It was informed the Proposal already had full German support.

The European Commission, being of French origin, usually meets on Wednesday, but sometimes changes it to another weekday. ■

De la désinformation

Je tiens à remercier et à féliciter la présidente Raffaella Longoni pour son éditorial sur la désinformation paru dans le n° 109. C'est en effet une des pires ennemies de la démocratie. Elle utilise deux outils: d'une part, le silence, c'est-à-dire le mensonge par omission, en éliminant l'information authentique et, d'autre part, la manipulation, c'est-à-dire le mensonge objectif par sélection et altération ciblée des faits et des données réelles de l'information, en faussant de surcroît leur hiérarchie.

Cette double technique a pour objet et pour effet d'éliminer le pluralisme au profit du conformisme, de standardiser l'opinion publique par un endoctrinement méthodique et d'éteindre les consciences en créant un consensus passif. En remplaçant ainsi

l'information par la "communication", on établit l'idéologiquement correct, que Jean-François Kahn appelait si justement la "pensée unique". C'est une forme de totalitarisme comme une autre, qui se solde évidemment par la confiscation de la démocratie.

Quelle est notre réaction devant cet état de fait ? Y sommes-nous même attentifs ? Votre remarquable éditorial aura au moins eu la vertu de nous alerter, de secouer notre apathie et de nous inciter à ne pas accepter l'inacceptable.

Merci encore, de tout coeur.

Paul Servranckx

Pour la mémoire des victimes de Béléné ...



© ANACE.BE

par **Evelyne Carlier**

Ancienne collègue de la DG XXII,
du Secrétariat général et du PMO

Le début de l'année 2025 a vu de nombreuses commémorations de la libération des camps nazis, il y a exactement 80 ans. L'Europe a donc été libérée du cauchemar nazi et est entrée dans l'ère des Trente Glorieuses.

Malheureusement, pour les pays de l'Europe centrale et orientale, à ce cauchemar en a succédé un autre, appelé non pas nazisme, mais communisme. De nombreux camps ont été ouverts dans les anciens pays socialistes qui, pour la plupart, dès la chute du mur de Berlin en 1989, en ont fait des lieux de commémoration. Un pays semble avoir oublié sa dette mémorielle. Il s'agit de la Bulgarie. Et cependant, durant la période communiste, entre 40.000 et 50.000 personnes perdirent la vie, parmi lesquelles 30.000 durant les trois premiers mois du régime. Le même nombre de personnes (entre 40.000 et 50.000) furent victimes des camps de concentration. Certes, un grand nombre a au cours des années retrouvé la liberté et a survécu, mais à cause des années de détention et des mauvais traitements, la personnalité de bon nombre d'entre elles a été tuée, éteinte.

Parmi les nombreux camps de concentration en Bulgarie, le plus tristement « célèbre »

est celui de Béléné, situé sur l'île de Persine, la plus grande île bulgare sur le cours inférieur du Danube, où entre 1945 et 1987 ont été enfermés de nombreux opposants au régime communiste en vigueur. Bien que certaines villes du pays comptent quelques monuments aux victimes, un mémorial fait toujours défaut dans le camp de Béléné. Il existe un déficit de reconnaissance officielle des crimes du régime communiste par l'État bulgare. Cependant une initiative locale a vu le jour en 2013 : il s'agit de la Fondation de l'île de Béléné. Son objectif : préserver la mémoire du camp en créant un parc avec un mémorial dédié aux victimes. Son but est aussi de faire des recherches à partir de la documentation historique ainsi que des preuves concernant le travail et les camps de concentration en Bulgarie entre 1949 et 1990. Des fonds sont également nécessaires pour retrouver et exhumer des victimes enterrées sur l'île voisine, Magaretza, examiner leurs ossements et les inhumer à nouveau avec le respect qui leur est dû.

De plus, une partie de l'île de Persine est une réserve naturelle et il y a beaucoup de végétation. Comme le but est également de rendre la réserve naturelle accessible aux visiteurs, beaucoup de travail est nécessaire. C'est en effet une oasis de verdure où s'ébattent des oiseaux rares. Rien ou presque ne rappelle que cette île a abrité le plus notoire des camps du « goulag » bulgare. La Fondation de l'île de Béléné est là pour l'arracher à l'oubli. ■

Toutes les infos sur Facebook :
Belene Island Foundation.

Jonathan Todd

by Alan Hick
Member of the Board AIACE-BE
Former director at the European Economic
and Social Committee

I sometimes enjoy a pint with my friend Jonathan Todd at the AIACE-BE “Beer Club”. Discreet, articulate and urbane, Jonathan is the typical ex-eurocrat one meets in AIACE social circles. His career, from “a Gillingham Grammar School boy who enjoyed some lucky breaks,” to Reading University, to the College of Europe in Bruges, to EU intern, to European journalist, to Commission spokesperson and now happily retired, is impressive and familiar. But there is much more to Jonathan ... He is also a Brussels Rhythm and Blues Rock star! Not quite drugs, sex and rock’n roll, but pretty audacious by AIACE standards!

Starting his EU career in 1981 as an intern with Commissioner Christopher Tugendhat, Jonathan went on to work at and edit European Report. He then freelanced for a host of prestigious international journals, including the Herald Tribune and the Sunday Times, where, in his words, he “had the misfortune of having to try to compete with the Sunday Telegraph’s correspondent, Boris Johnson – which was mission impossible because even back then Johnson just made up stories.”

The mid-1980s was, he says, “a very exciting time to be a journalist in Brussels, with a constant stream of new initiatives to put

in place the Single Market by the end of 1992.” He participated in press conferences with Jacques Delors, François Mitterrand, Helmut Kohl, Margaret Thatcher, Ronald Reagan and Bill Clinton. He also covered the launch of the Single Market and the Single Act in 1985. In 1994, he joined DG Internal Market and Financial Services and was appointed in 1999 as Spokesperson for Commissioner Frits Bolkenstein, then Commissioner Neelie Kroes and finally for Commissioner Laszlo Andor at Employment and Social Affairs. He ended his EU career as Head of Unit for Communication and Inter-Institutional Relations at DG Competition and retired in May 2019.

But all the while, his passion for Rhythm and Blues music never abated! As of 1981, he organised tours and radio and TV appearances in Belgium and The Netherlands for bands from Medway and beyond with such quaint names as The Gruff Men, The Milkshakes and The Prisoners, with musicians including Billy Childish, James Taylor (of JTQ fame), Wreckless Eric (Whole Wide World) and



© AIACE-BE

James Hunter (then known as Howlin’ Wilf).

In 2002, he launched the *Brussels Rhythm and Blues Club*, starting in a basement in the Hotel Athanor, then moving to Sounds Jazz Club and to Full Circle in Ixelles and now to Toots Jazz Club in rue des Chapeliers next to the Grand Place. The *BRBC* has been a real success hosting many excellent bands and musicians from Belgium and further afield, including great names such as Dick Taylor (first bass player in the Rolling Stones), Scotch No Soda, Doghouse Sam, Midnight Mary and many others. Jonathan plays rhythm guitar at every *BRBC* concert – why not join in the fun at the next *BRBC* evening on 14 June featuring Bai Kamara? ■

Website: <https://www.brbc.be>

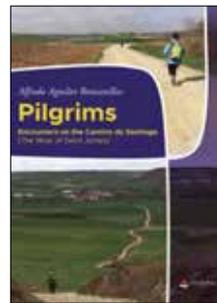
Encounters on the Way of Saint James

Alfredo Aguilar Romanillos was born in Madrid in 1950. He has a doctorate in biochemistry and has taught and conducted scientific research in Spain and across Europe. When Spain joined the EU, he moved to Brussels, where he was responsible for EU research programs in life sciences and biotechnology. He has authored numerous scientific papers in international journals and books, and has published widely on science, sustainability and society.

Arriving at his first albergue in Saint-Jean-de-Port in late 2014, Alfredo Aguilar struggles to tell his fellow pilgrims exactly why he is setting out on the 800-kilometre journey to Santiago de Compostela. Two weeks earlier,

Aguilar had chanced upon a pair of young backpackers in Santiago's Plaza del Obradoiro and witnessed them embrace, weeping with emotion, after completing their Camino. He wants to know whether he, too, could experience such emotional intensity. And so begins his own Camino - what would become the first of many over the next decade. Along the way, Aguilar discovers aspects of the Camino not mentioned in any guidebook. His encounters with other pilgrims, with hosted workers and locals living along the Camino leave an indelible mark. Their stories, ranging from intimate and humorous to melancholic and sometimes tragic, are compelling tales of ordinary people in extraordinary situations, and sometimes, extraordi-

nary people in ordinary situations. For most of those pilgrims, arriving in Santiago de Compostela was the end of one journey but also the start of others, with new encounters, new questions and, occasionally, answers to that first question: why set out on this journey? ■



Pilgrims - Encounters
on the Camino de Santiago
(The Way of Saint James)
by Alfredo Aguilar Romanillos
Editor : Círculo Rojo
198 pages - 2024

Un ouvrage collectif en soutien à Boualem Sansal ...

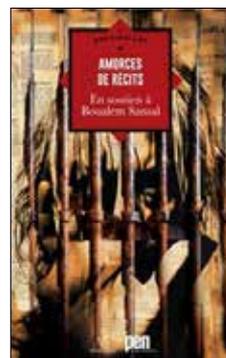
Dans ce volume, près de 40 autrices et auteurs se veulent témoins, se veulent solidaires d'un homme emprisonné honteusement. D'un homme digne et qui, quoi qu'en pensent ses geôliers, est tout sauf seul, abandonné. Par ces textes, ces taches d'encre sur le papier que les aveugles jugent insignifiantes, nous sommes avec Boualem Sansal, dans sa cellule. Dans sa tête, dans son cœur, pour lui rendre espoir. Et nous nous insinuons dans l'esprit de ses bourreaux pour les tourmenter, sans violence mais avec toute la force des mots. « Oui, la littérature est quelque chose de très puissant, qui vient répondre aux angoisses des uns et qui pousse les autres à s'interroger », nous dit Sansal.

Liliane Schraüwen a collecté, sous l'égide de Pen Belgique francophone, une quarantaine de textes de tous horizons, des témoignages de solidarité et de lutte pour la liberté. Celle de Boualem Sansal, scandaleusement arrêté par le pouvoir algérien ; celle de chaque homme et chaque femme qui croit dans les promesses de la démocratie et de la justice.

Communiqué par Christophe de la Rochefordière, ancien collègue et l'un des auteurs du livre.

Amorces de récits,
en soutien à Boualem Sansal
Éditions Asmodée Edem,
23/03/2025 - 204 pages
En vente en librairie ou directement
sur le site boutique de la Librairie
Corsaire.

Les droits seront intégralement reversés à Pen International, pour contribuer à la défense des droits et des libertés, partout dans le monde.



Boualem Sansal est un écrivain franco-algérien. Il est incarcéré en Algérie depuis novembre 2024, après avoir obtenu la nationalité française, et quelques semaines après avoir contesté les frontières actuelles du pays dans un média français d'extrême-droite. Le 27 mars 2025, il a été condamné à une peine de cinq ans de prison ferme

Angela Merkel en liberté

par Renaud Denuit
Membre du Comité de rédaction

Après avoir quitté la vie politique en décembre 2021, Angela Merkel s'est attelée, aidée de plusieurs fidèles collaborateurs, à la rédaction de ses mémoires jusqu'à l'été 2024. Intitulé tout simplement *Freiheit*, l'ouvrage, publié d'abord en allemand à Cologne, fut rapidement traduit en français et produit par Albin Michel à Paris. Les lecteurs qui aiment le solide seront comblés : ce volume de 680 pages comprend un sommaire, une liste des abréviations, un index des noms cités et surtout deux cahiers intérieurs de nombreuses photographies de belle qualité, allant des origines familiales de l'héroïne à ses rencontres avec les grands de ce monde.

Le livre est subdivisé en cinq parties. Les trois premières correspondant aux périodes courant de 1954 à 1989, puis de 1989 à 1990, ensuite de décembre 1990 à novembre 2005 : le caractère majeur de ce double événement, la chute du mur de Berlin et la réunification allemande, saute aux yeux. C'est aussi le basculement d'un destin individuel : l'humble physicienne de la RDA, fille d'un pasteur protestant, passe à la politique en même temps qu'à l'ouest : la voici vice-présidente de la CDU dès 1991. Ce narratif est riche d'enseignements sur les conditions de vie dans un État rigide et peu performant. Les deux dernières parties correspondent aux mandats de la chancelière ; leur titre commun est *Servir l'Allemagne* ; la démarcation se situe en 2015, année du pic de la crise migratoire en Europe

et du choix moral de l'accueil - un arbitrage personnel qui fit grand bruit.

Le style du récit dégage une forte impression d'honnêteté. Il est d'une précision extrême, truffé d'anecdotes côtoyant la formulation de grands enjeux. L'on assiste maintes fois au déploiement d'une méthode : l'identification du problème (de quoi s'agit-il ?), la délibération (que dois-je faire ? qu'en pensent les autres ?), la décision, la communication (au nom de quelles valeurs ?) et le bilan (quels effets ?). La publication des agendas récurrents de la cheffe de gouvernement donne une idée du fonctionnement de la démocratie allemande, imprégnée de parlementarisme et de fédéralisme permanents. L'on constate l'ampleur des obligations internationales du poste et l'on voit la chancelière à la manœuvre face à de nombreux dirigeants, souvent dans des contextes de crises (financière, grecque, ukrainienne, géorgienne, sanitaire, climatique, etc.).

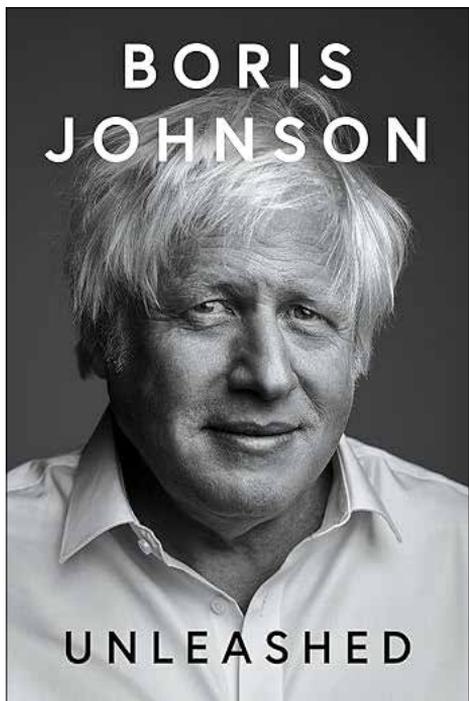
Dès 2008, Angela Merkel reçut le Prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle. Pourtant, le livre déçoit par l'absence de perspective pour l'Union européenne ; celle-ci est certes évoquée plusieurs fois, mais toujours de façon réactive, lors d'un problème à résoudre. Même les récurrentes références aux valeurs sont dépourvues d'un projet pour l'Europe. L'amitié franco-allemande apparaît naturelle, non comme une force commune créative, sauf lors du plan de relance Next Ge-



neration. Le Parlement européen, visité « par courtoisie » au début du premier mandat, et les scrutins dont il fait l'objet ne semblent pas compter, mais les Présidences allemandes du Conseil sont valorisées. Un indicateur intéressant est le nombre de citations des personnes non allemandes : Poutine vient en tête (35), suivi d'Obama (27) et de G.W. Bush (20). Dans l'UE, l'on trouve Sarkozy (21), Hollande (14), Barroso (13), Van Rompuy (7), Juncker (6). Les trois champions sont décrits, racontés en détail. Les autres, sauf les Français, sont mentionnés, simples figurants. Quant à Ursula von der Leyen, elle est citée six fois : quatre comme ministre allemande, deux comme présidente de la Commission. *Liberté* est un ouvrage essentiel, qui appelle un complément. ■

Liberté d'Angela Merkel
Traduit de l'allemand « *Freiheit* »
Éditions Albin Michel
Novembre 2024 - 688 pages

Les mémoires de Boris Johnson



Ce gros livre de 740 pages est à la fois un long plaidoyer pro domo et une ode au Royaume-Uni. Boris Johnson a été journaliste, maire de Londres, ministre des affaires étrangères et Premier ministre. Il est le fils de Stanley Johnson, qui fut fonctionnaire de la Commission dans les années 70 et 80 à Bruxelles. Boris a donc passé une partie de son enfance à Bruxelles et à l'École européenne d'Uccle. Une période heureuse, dit-il.

Boris est assurément un personnage hors du commun : regardez sa chevelure savamment négligée et observez ses comportements originaux, parfois loufoques qu'il ne renie nullement, car il sait pratiquer l'autocritique. Le style du livre est le reflet du personnage :

volontairement relâché et truffé de mots d'argot, très bavard. Beaucoup des personnages qu'il met en scène seront bientôt oubliés. Il est fier de sa carrière, en particulier d'avoir convaincu ses compatriotes d'avoir voté pour le Brexit - en dépit de la volonté de l'establishment britannique de rester dans l'Union - et d'avoir permis à son pays de quitter une Union européenne dont il exècre la volonté centralisatrice. Selon lui, le Royaume-Uni, devenu Global Britain depuis le Brexit, a mieux réussi que les États membres de l'Union européenne en termes écono-

nomiques. Il estime d'ailleurs que le projet européen finira par capoter, alors que le Royaume-Uni, avec le Brexit, grandira parce qu'il ne sera plus jamais tenu en laisse.

BJ passe assez rapidement sur ce que les médias appelleront le partygate, c'est-à-dire des rassemblements festifs de responsables politiques, y compris lui-même, qui auraient eu lieu en plein confinement à Downing street et ailleurs en 2020 et 2021. Il s'agit pour lui du résultat d'une conspiration dirigée contre lui. L'épisode conduira néanmoins à sa démission de Premier ministre en juillet 2022.

Il faut reconnaître que le personnage, malgré son côté souvent excentrique,

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction

a l'esprit vif et le jugement sûr, même s'il est prêt à reconnaître ses erreurs. Ainsi, malgré sa fascination de jeune homme pour la Russie, il a vu très tôt qui était le chef du Kremlin et s'est également rendu compte avant d'autres que la Chine allait être un concurrent majeur pour l'Europe. Au fil de sa carrière, il a croisé les grands de ce monde, qu'il n'hésite pas à étriller quand ils ne lui conviennent pas. Jacques Delors est « un ancien ministre de l'économie français », Michel Barnier, négociateur du Brexit, est « ombrageux, cartésien, méfiant ». En revanche, Ursula von der Leyen trouve grâce à ses yeux, il l'a d'ailleurs connue à l'École européenne d'Uccle et l'anglophilie est pour elle une seconde nature, dit-il. Joe et Jill Biden sont « le charme personnifié ».

Dans ce livre, BJ donne libre cours à sa très/trop prolifique plume. L'ouvrage est d'une lecture facile, il est enrichi de nombreuses illustrations et fourmille d'anecdotes et de profils croustillants. S'agit-il pour autant des « mémoires politiques du siècle », comme le qualifie le Daily Mail ? Nous serions tentés d'en douter.

Unleashed (version originale)
Indomptable (traduction française)
par Boris Johnson
Éditions Stock, 2024

L'Aiace Belgique exprime ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches

© Adobe Stock

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ALLEGRI Mirko	23/01/35	1/07/95	21/02/25	COM
ALLGEIER Herbert	13/10/35	1/11/00	10/02/25	COM
ARGYRIS-AGATHOCLES Mary	1/01/48	1/12/12	3/01/25	COM
AST Ruth	8/11/53	1/01/09	5/03/25	COM
AVELLI Rocco	6/04/38	1/05/03	26/02/25	PE
BAGGENDORFF-LUNDQVIST Lisbeth	13/10/33	1/10/06	23/12/24	COM
BALI Jozsef	16/01/60	1/07/18	21/02/25	FRONTEX
BARRETT Vera	17/03/41	1/04/06	24/12/24	PE
BEHZAD Matin	11/09/44	16/03/09	3/02/25	COM
BELLEFONTAINESuzanne	16/09/38	1/05/21	15/01/25	COM
BELLESÌ Donatella	12/04/60	1/10/22	11/03/25	COM
BERGONZI Dario	27/09/38	1/12/99	27/01/25	COM
BESCHEL Manfred	22/10/44	1/11/09	13/02/25	COM
BINA Dieter	11/09/39	1/06/24	30/12/24	COM
BOLKESTEIN Frederik	4/04/33	1/12/07	17/02/25	COM
BORTOLOTTI-CASTELLANETA Lucrezia	3/02/41	1/05/02	21/01/25	COM
BOSCHINI Anna Maria	25/11/35	1/10/15	28/02/25	COM
BOUCHAUD Yvette	6/04/36	1/02/00	12/02/25	COM
BRETNACHER Roger	22/04/45	1/05/12	17/01/25	PE
BREUER Albert	31/03/29	1/04/94	8/01/25	COM
BRODERS Marguerite	10/02/40	1/06/23	4/01/25	COM
BROECHER-BECHER Klara	29/10/24	1/01/08	24/03/25	COM
BROHEE Hilaire	16/01/29	1/01/93	24/02/25	COM
BRUNNHUBER Rudolf	27/04/36	1/05/01	15/01/25	COM
BRUUN-COENEN Annie	2/06/47	1/06/07	28/11/24	CM
BUCHBINDER Gerhard	6/09/36	1/07/98	11/03/25	COM
BUFFART Arthur	27/11/51	1/08/00	3/01/25	PE
BULLOCK Edward	19/11/41	1/12/01	12/01/25	COM
CAMPOGRANDE Gianluigi	31/05/39	1/06/04	15/03/25	COM
CAPURSO Concetta	28/05/42	1/05/85	17/12/24	PE
CARL-MONDEVILLE Danielle	19/09/39	1/03/06	29/12/24	CES
CASU Nicolino	4/10/48	1/09/06	22/12/24	CES
CAVELIUS Renate	11/10/34	1/07/18	21/09/24	PE
CHIESA Vittorio	7/05/40	1/06/00	27/02/25	COM
CIARNELLI Franco	23/11/26	1/04/83	5/02/25	COM
CLEENEWERCK DE CRAYENCOUR Yvonne	10/12/18	1/06/85	15/03/25	COM
CLOUGH Terence	18/05/51	1/07/11	20/01/25	COM
COLOMBARA-BAJ Graziella	2/01/35	1/08/02	21/02/25	COM
CORTIVO Giangaleazzo	16/11/38	1/06/24	2/03/25	CC
COSSMANN-VIEBROCK Hannelore	18/09/28	1/09/98	21/02/25	COM
CROSTHWAITE John	25/09/37	1/06/01	20/12/24	COM
CZIGANY Imre	22/06/46	1/07/11	19/01/25	EEAS

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DAL CORSO Maria	25/05/47	1/09/11	13/02/25	PE
DAUNT Jean	12/01/32	1/03/14	6/03/25	COM
DE BUYSER-TARTIERE Madeleine	11/01/37	1/04/97	9/12/24	COM
DE CUYPER-EGERER Ursula	29/12/41	1/01/07	29/12/24	CES
DE GREEF Jacques	31/03/39	1/06/23	26/12/24	COM
DE LE COURT Maxime	10/03/48	1/08/94	11/03/25	COM
DE MEULDER Elisabeth	4/03/59	1/02/23	31/01/25	PE
DE SCHEPPER Ferdý	25/05/55	1/10/18	1/01/25	COM
DECLERCK Gordina	10/08/40	1/06/24	24/02/25	COM
DELBAERE Nico	16/11/28	1/06/24	29/01/25	COM
DEML Gisela	30/01/42	1/05/06	9/01/25	CM
DERUNGS Henri	20/02/38	1/04/99	28/01/25	COM
DEWULF Monique	18/06/29	1/05/09	14/01/25	CM
DOCKENDORF Georges	4/04/35	1/06/99	21/02/25	COM
DUBOIS Jean	10/02/29	1/03/94	11/12/24	COM
DUBRULLE-MOLITOR Marie-Therese	10/05/24	1/06/89	20/12/24	COM
DUENKELSBUEHLER Gaspard	16/08/32	1/07/97	25/12/24	COM
DUIVERMAN Alfred	9/09/36	1/11/96	20/01/25	COM
ECONOMIDIS Ioannis	25/05/45	1/06/10	30/01/25	COM
EYMAEL Marie-Josée	15/08/40	1/08/12	15/03/25	PE
FALTER Hans-Dieter	10/09/41	1/08/06	20/02/25	COM
FAYAUD-ROER Unnie	18/06/31	1/05/93	12/02/25	COM
FELL Erwin	25/10/31	1/11/96	14/03/25	CJ
FENNESSY Edward	27/03/50	1/04/16	28/01/25	CC
FERRARI Giorgio	26/08/29	1/09/94	26/12/24	COM
FILLING Sylvia	23/11/33	1/12/98	23/02/25	PE
FLORENT Josephine	6/11/31	1/06/24	5/03/25	COM
FOTOPOULOU Ourania	30/10/59	1/01/17	17/02/25	PE
FRANZOSINI Maria Teresa	29/09/33	1/10/98	1/01/25	CJ
FRONTY Madeleine	25/10/31	1/10/18	19/02/25	COM
GENOVESE Michele	11/01/47	1/02/12	1/02/25	COM
GHENO Elio	15/07/34	1/08/99	30/01/25	COM
GIES Rita	18/03/57	1/04/16	8/03/25	COM
GIET Mireille	19/01/43	1/06/24	10/01/25	COM
GILLEN BRINCOUR Georges	17/12/34	1/01/95	29/12/24	COM
GIUNTI Leopoldo	24/08/30	1/09/95	3/02/25	COM
GRAINGER Sylvia	30/07/55	1/01/13	2/02/25	COM
GREEN Bernard	7/05/32	1/06/97	25/01/25	COM
GUINOVART CAPDEVILA Jose	19/08/45	1/01/07	12/01/25	COM
HABERMANN Friedrich	24/10/28	1/04/93	14/03/25	COM
HAJEK Gunther	7/07/62	1/10/24	30/01/25	COM
HAMING Finn	14/02/43	1/01/06	15/12/24	CM
HANKE Irmgard	16/03/31	1/04/80	18/03/25	COM
HANUISE Nicole	15/04/39	1/06/24	19/02/25	COM
HEESTERMANS Roger	28/09/29	1/10/89	6/03/25	COM
HELPER Astrid	16/11/35	1/11/16	23/01/25	COM
HENNINGSEN Georgia	5/12/39	1/01/05	18/12/24	COM
HERMANS-PUTZEYS Marie-Therese	28/11/31	1/12/91	27/12/24	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
HOEBEECK Willy	30/08/45	1/08/10	6/03/25	COM
HOFMANS Karel	22/11/39	1/01/00	3/02/25	COM
HOGREFE Ingeborg	19/08/56	1/06/21	16/02/25	COM
HUMPHREYS Michael	7/04/42	1/01/08	4/03/25	COM
HUYSMANS Alice	21/04/53	1/10/14	5/01/25	CM
IVOL Stefano	20/05/51	1/01/24	7/01/25	COM
JAASKELAINEN Aulis	2/09/52	1/01/14	22/03/25	COM
JACQUOT-PERUCCIO Danielle	22/09/31	1/08/00	22/12/24	COM
JORDAN Mylene	13/04/32	1/12/18	19/03/25	COM
JOYEUX Jean	30/01/36	1/02/97	4/02/25	COM
KAMINSKY Clara	7/01/54	1/02/19	22/02/25	PE
KARAMAVROS Dimitrios	19/11/51	1/12/16	11/01/25	PE
KATTENBELT Michael	29/01/55	1/08/15	9/01/25	COM
KEANE John	25/03/49	1/04/12	9/12/24	COM
KELM Georg	7/01/48	1/01/12	20/12/24	COM
KENSIERE Christiane	16/05/40	1/08/10	16/01/25	PE
KESSEL Jean	4/10/38	1/04/99	20/03/25	COM
KLAA Latifa	4/05/58	1/04/24	22/12/24	COM
KOCH Eckhard	2/08/40	1/07/98	3/02/25	COM
KOCZIAN Wolfgang	30/09/42	1/01/07	24/12/24	PE
KOETER Herman	1/10/47	1/05/09	7/01/25	EFSA
KOKKO Seppo	12/09/52	1/12/01	26/01/25	COM
KREIT Myriam	17/02/50	1/03/16	25/02/25	COM
KRISCHER Wolfgang	5/12/37	1/04/98	8/01/25	COM
LAMOUCHE-MALGHERINI Clara	22/11/32	1/01/05	27/12/24	COM
LE FLECHER Genevieve	16/07/37	1/04/18	1/01/25	COM
LESTELLE Jean	9/10/25	1/11/90	9/03/25	COM
LIEFFRIG Jean-Paul	10/02/31	1/03/95	26/12/24	COM
LINKENHEIL Christel	16/01/41	1/09/21	6/01/25	COM
LITWIN Malcolm	23/06/34	1/07/99	3/02/25	PE
LOISEAU Cecile	28/03/33	1/10/22	27/01/25	COM
LOUBIERE Albert	12/04/32	1/06/24	19/03/25	COM
LUCRON-PATRON Jeanne	24/07/33	1/09/05	2/01/25	CM
LUND Hans	7/07/40	1/08/05	3/03/25	CM
LUQUE HERNANDEZ Carmen	2/12/45	1/06/17	27/12/24	COM
LUX Charles	13/07/43	1/08/05	7/12/24	CC
MACE Marie-Louise	21/09/41	1/03/09	3/01/25	COM
MACIOTI Manfredo	2/08/30	1/01/94	18/01/25	COM
MADSEN Ingerlise	25/04/54	1/06/24	2/01/25	CM
MAERSCHALCK Gaston	12/04/29	1/01/91	19/02/25	COM
MARGUC Wolfgang	10/09/42	1/10/07	13/03/25	PE
MARIN GOMOLLON Javier	24/05/55	1/11/10	6/03/25	CC
MARTIN Timothy	5/11/48	1/04/13	24/02/25	COM
MARTINS Emilia	5/10/57	1/08/13	21/03/25	COM
MAZZON Silvano	17/03/33	1/08/82	31/12/24	PE
MC KEEVER-GERGELI Maria Gabriella	19/09/40	1/01/82	24/03/25	PE
MERLOTTI Gian Battista	21/05/39	1/06/99	12/02/25	COM
MERZ Friederike	5/07/62	1/11/02	14/01/25	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
MIHART Valentina	5/01/53	1/02/19	4/03/25	COM
MILDENBERGER Joseph	12/06/52	1/08/11	16/01/25	COM
MOLINEUS Hasso	29/04/41	1/05/06	19/01/25	REC
MOLITOR-SUMIDA Yoshiko	23/07/32	1/11/07	17/03/25	COM
MUGGE Louisa	20/08/42	1/11/04	15/01/25	PE
NARDONE Daniel	9/10/38	1/06/24	17/01/25	COM
NEUMANN Heinz	23/10/36	1/06/24	21/12/24	CEDEFOP
NICOLAI Joseph	1/05/36	1/12/97	1/01/25	COM
NOBEL Irmgard	10/09/37	1/03/12	20/03/25	COM
NOIRET Eliane	18/05/39	1/06/99	13/02/25	COM
O'HARA George	17/05/33	1/02/97	13/02/25	JET
OLSEN Karin	13/02/48	1/01/13	15/01/25	COM
PANDOLFI Filippo Maria	1/11/27	1/02/96	22/03/25	COM
PANSINI Alfredo	9/02/31	1/03/96	16/01/25	PE
PAPAIANNOU Rodolfos	4/05/33	1/06/98	17/01/25	COM
PAPASPYROU Theodoros	10/02/49	1/03/05	13/12/23	COM
PATERA Sofia	17/09/44	1/03/07	11/03/25	CM
PAUPHILLAT Denise	26/05/33	1/06/24	4/02/25	COM
PAUVERT Maurice	25/01/35	1/02/00	30/12/24	CC
PAYNE Victoria	9/07/57	1/02/19	12/02/25	COM
PETRONE Rocco	15/05/49	1/06/14	29/12/24	CM
POPPE Helga	2/03/34	1/01/20	21/02/25	COM
POULIOU Persefoni	20/07/55	1/10/23	25/03/25	COM
POWRIE-GRANGIER Colette	25/04/28	1/08/06	19/12/24	COM
PRINI-PAWLAK Marina	6/12/52	1/02/17	13/02/25	COM
RAS Alfons	10/03/32	1/04/97	4/02/25	PE
RENFTLE Ingrid	7/04/42	1/06/24	12/02/25	COM
RILEY Katharine	20/10/47	1/11/12	27/01/25	CM
ROBERT Dominique	12/08/52	1/01/14	11/01/25	PE
ROBERTS Ivor	9/07/38	1/08/00	17/02/25	COM
ROBERTS Kenneth	19/01/39	1/10/01	18/02/25	COM
ROBIN Jean-Marie	2/05/60	1/06/21	2/01/25	COM
ROSSOW-HANNULA Satu	3/08/47	1/02/04	7/03/25	COM
ROSTIROLLA-TOMASINA Savina	8/06/43	1/06/24	20/02/25	COM
SANCHEZ Ruth	26/02/48	1/08/16	18/03/25	COM
SANSALVADORE-PARENTE Maria	18/08/30	1/01/96	28/01/25	COM
SAVIN-VERMEYLEN Sonja	22/06/50	1/06/24	8/03/25	COM
SCHMITZ Martine	16/12/37	1/06/87	9/02/25	PE
SCHNEIDERS Albert	20/07/30	1/10/92	22/01/25	COM
SCHNELL Anneliese	17/08/34	1/06/24	17/07/24	COM
SCHUNKE Beatrix	25/04/59	1/05/24	20/01/25	COM
SCORCELLETTI-PICCO Teresa	26/09/39	1/10/04	28/11/24	PE
SEILER Marga	18/04/36	1/10/75	24/02/25	COM
SELIG Christa Alice	1/10/33	1/12/17	21/03/25	CES
SEMEELEN Gilbert	6/07/45	1/06/24	17/01/25	CM
SEYMOUR Philippa	1/09/46	1/10/11	7/02/25	PE
SPEELMAN Mechthild	28/08/39	1/06/24	23/12/24	COM
SPELLER Marcel	10/03/39	1/08/19	22/02/24	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
SPENCER David-Paul	20/03/48	1/04/01	27/02/25	COM
STASIHOPOULOS Floros	22/10/37	1/11/02	8/01/25	COM
STIMPSON Andrew	22/11/55	1/12/20	24/12/24	EMSA
STURM Erika	6/10/30	1/03/19	24/01/25	COM
STUYTS Irene	5/03/32	1/12/09	7/02/25	COM
TANIS Lenie	5/08/51	1/07/16	9/03/25	COM
TASCO Jacqueline	5/12/42	1/08/00	2/03/25	COM
THILL Marcel	11/04/53	1/04/16	14/03/25	PE
THOMSON CELIA Janet	11/01/35	1/10/10	23/12/24	COM
TOUWAIDE Christian	10/08/49	1/09/14	8/02/25	COM
VAN DE VELDE Simonne	24/10/41	1/12/22	27/01/25	COM
VAN DEN BROEK Hans	11/12/36	1/10/02	22/02/25	COM
VAN DER HAEGE Marguerite	6/12/46	1/07/07	13/02/25	COM
VAN DER SMISSEN Gaston	20/06/31	1/04/11	18/02/25	CM
VAN REETH Ferdinand	9/01/39	1/06/24	9/01/25	COM
VAN WAELDEREN Hugo	31/07/32	1/08/92	7/02/25	COM
VANDEN BROECK Henri	28/03/51	1/10/13	2/01/25	COM
VANDEPUT Jean-Pierre	15/06/40	1/01/03	9/01/25	COM
VANHOVE Raymond	16/02/57	1/11/18	28/12/24	PE
VECKMANS Nicole	26/09/37	1/07/99	30/12/24	COM
VERDOODT Catherine	14/10/41	1/11/01	5/01/25	COM
VEREECKE Irma	23/08/31	1/04/10	8/03/25	COM
VERGNAUD Lisbet	20/08/45	1/04/04	2/01/25	PE
VIDAL SOLANO Carme	9/08/46	1/08/10	23/01/25	COM
VIDALLER GRACIA Joaquin	25/07/54	1/09/17	20/10/24	COM
VISSERS Henk	29/08/39	1/09/00	5/02/25	COM
VIVANCOS Patrice	15/06/55	1/02/21	17/01/25	EACEA
VOLKLE Sigrid	13/02/43	1/09/08	28/12/24	COM
VON SCHOLZ Hans	18/06/38	1/01/01	15/02/25	COM
VON VARGA-KRAFT Gabriele	12/06/36	1/03/02	7/02/25	CM
WALLIN Carl-Gustav	25/02/51	1/01/14	30/12/24	CM
WAROQUIER Robert	6/09/48	1/05/10	14/01/25	PE
WEIDEMANN Rolf	2/11/37	1/01/01	1/03/25	COM
WELLINGHOFF Nelly	10/01/23	1/11/77	20/02/25	COM
WERNER Paul	21/03/31	1/04/96	9/02/25	COM
WERY Jean-Pierre	7/10/57	1/02/20	27/01/25	CM
WESTE Gunter	31/03/36	1/09/96	6/11/24	COM
WILTON Wouter	31/07/48	1/07/09	19/02/25	COM
WIRZ-HENRICH Gusta	13/12/30	1/11/88	13/01/25	CM
WITTE METZGER Marguerite	26/06/30	1/04/12	10/02/25	CC
WITTELSBERGER Helmut	29/09/36	1/01/01	25/02/25	COM
WOLF Ingeborg	29/03/41	1/01/04	21/01/25	COM
WUESTER-RESSEL Gisela	30/12/25	1/10/85	19/02/25	JET
ZACHARIAS Helga	19/09/34	1/08/98	26/12/24	COM
ZANI Emilia	13/04/42	1/12/10	24/01/25	COM
ZORITA DIAZ Raul	9/02/42	1/07/07	14/03/25	COM

Belles vacances!

